

Conseil Général du Génie Rural, des Eaux et des Forêts



Rapport d'activité 2005

AVANT-PROPOS

L'année 2005 a vu se développer la mise en œuvre effective du « projet du CGGREF 2004-2008 » élaboré au cours des deux exercices antérieurs. Les efforts entrepris se sont traduits par des ouvertures renforcées vers nos partenaires traditionnels INRA, CEMAGREF, ENGREF, DGER... ou vers des institutions publiques : INA-PG, PARIS TECH, CIRAD, DATAR, APCA... par le biais de conventions fixant précisément les modalités de nos interventions.

La contribution de façon dynamique à la gestion des corps d'ingénieurs pour le compte du secrétariat général de notre ministère figurait parmi nos priorités. Le souci permanent de se montrer plus performant, dans notre appui à la gestion des ressources humaines, a orienté notre action afin de mieux répondre à l'attente des pouvoirs publics dans la recherche d'agents toujours mieux adaptés à l'ensemble de leurs missions. Un élargissement des tâches de la délégation à l'orientation et au suivi (DOS) a par ailleurs été acté en fin d'année, avec la DGER, afin de prendre en compte l'ensemble des chefs d'établissement d'enseignement technique agricole.

Accroître la professionnalisation de ses membres constituait un troisième objectif. L'effort entrepris a porté sur une meilleure valorisation des compétences dans le domaine de l'inspection et sur un renforcement des capacités de prospective et de conseil. Les missions d'expertise se sont développées comme cela peut-être constaté dans le présent rapport. Au plan des inspections d'ensemble des services déconcentrés, une nouvelle orientation est mise en œuvre, à titre expérimental, après avoir pris en compte les enseignements retirés du premier cycle d'inspections achevé en 2004.

Mais pour atteindre les objectifs assignés encore fallait-il s'appuyer sur une organisation et un fonctionnement performant. Deux axes furent privilégiés : la mise en place d'une démarche qualité et le renforcement de la communication tant au plan interne que vers nos correspondants extérieurs. En parallèle un règlement intérieur rénové prenant en compte l'ensemble des préoccupations de ses membres a permis au conseil général d'améliorer sensiblement son efficacité.

Enfin l'année 2005 restera marquée par la réflexion engagée à la demande du ministre de l'agriculture, en application de la stratégie ministérielle de réforme. L'objectif assigné a porté sur la restructuration des fonctions de contrôle, d'inspection, de conseil, d'orientation et de suivi des personnels afin que celles-ci soient assurées par une seule entité. Dans ce but, une large concertation entre les trois composantes du COPERCI - CGV, CGGREF et IGA- a conduit à l'élaboration d'un projet de regroupement en une instance nouvelle dont le fonctionnement deviendra effectif dans le courant de l'année 2006, dès la publication des textes réglementaires.

Paul VIALLE

Vice-Président du CGGREF

SOMMAIRE

Avant-propos	2
Activités des sections et des formations spécialisées du Conseil Général en 2005	4
Première section : Administration générale et ressources humaines	5
Deuxième section : Agricultures, pêches et entreprises	7
Troisième section : Formation, emploi, recherche développement	9
Quatrième section : Nature, forêt et bois.....	10
Cinquième section : Eau et milieux aquatiques.....	13
Sixième Section : Equipements et ingénierie.....	15
Septième section : Aménagement et développement durable des territoires	17
Huitième section : Qualité et sécurité des produits agricoles et alimentaires	19
Mission d'appui technique aux services déconcentrés	21
Collège des technologies et systèmes d'information et de communication.....	23
Collège Europe International	24
Commission de l'évaluation des politiques publiques et des programmes.....	25
Groupe d'identification et de suivi des spécialistes	27
Groupe risques naturels	28
Groupe écologie et développement durable	29
Groupe recherche	30
Groupe prospective	31
Groupe communication	32
Rapports du conseil général remis en 2005.....	33
Missions réalisées au titre du C.G.G.R.E.F.....	34
Missions réalisées dans le cadre du COPERCI.....	41
Missions réalisées dans le domaine de l'écologie et du développement durable en collaboration avec le C.G.P.C., l'I.G.E. ou le C.G.M.	51
Rapports interministériels	58

ACTIVITES DES SECTIONS ET DES FORMATIONS

SPECIALISEES DU CONSEIL GENERAL EN 2005

PREMIERE SECTION :

ADMINISTRATION GENERALE ET RESSOURCES HUMAINES

Tout au long de ses réunions mensuelles, la première section a pris connaissance et discuté de contributions externes sur la stratégie ministérielle de réforme, sur les travaux de l'observatoire des métiers et des missions (OMM), sur le répertoire interministériel des métiers (RIME), sur la LOLF et ses conséquences en matière de GRH ainsi que sur la simplification administrative.

Ses membres ont rendu compte de travaux sur des sujets variés : préparation de la fusion des corps d'ingénieurs des travaux (devenu corps des ingénieurs de l'agriculture et de l'environnement), séminaire de concertation des 6 grands corps techniques de l'Etat, état de la fonction publique en chiffres, corps de doctrine sur les ingénieurs spécialistes et les « personnes ressources », déontologie de l'orientation et du suivi des ingénieurs, préparation aux emplois de direction d'EPL, et bien entendu préparation de la mise en place du futur conseil général de l'agriculture, de l'alimentation et des espaces ruraux (CGAAER) qui rassemblera dans une même structure le CGGREF, le CGV et l'IGA.

Ces derniers travaux ont d'ailleurs conduit la section à émettre plusieurs avis, dont l'un a constitué le support d'un avis délibéré de l'assemblée générale.

Au titre des actions traditionnelles de ses membres, la situation des corps des IGREF et des trois corps des ITA, ITR et ITEF a été, comme chaque année, établie et présentée en commission permanente d'orientation et de suivi des ingénieurs du GREF (CPOS) ; de même le travail d'interclassement des propositions d'avancement aux grades d'IDT, d'ICGREF et d'IGGREF a conduit à l'établissement des propositions d'inscriptions aux tableaux d'avancement correspondants.

Toujours au titre d'actions devenues traditionnelles la DOS a tenu trois réunions interrégionales d'information et de contacts avec les ingénieurs « sur le terrain »¹.

En matière de ressources humaines, l'action 2005 a été notamment caractérisée par :

- Au titre du fonctionnement de la DOS :
 - Une approche particulière des retours de détachement, permettant une meilleure adaptation des postes qui sont offerts et une présence forte sur la question des retours de coopération, qui a permis de limiter les réintégrations alors que le changement d'organisation de la gestion des postes à l'international par le MAE laissait attendre des retours dans le corps en nombre important,

¹ Normandie-Bretagne et Rhône Alpes-Auvergne pour les IT, Ile de France-Champagne Ardennes-Picardie - Nord Pas de Calais pour les IGREF

- Une approche ciblée des ingénieurs en relative difficulté dans leur recherche de nouveau poste, ou dans leur poste actuel ;
- La réalisation d'une étude de positionnement du corps du GREF au regard des attentes de la société vis à vis des corps techniques de la haute fonction publique de l'Etat et l'engagement d'une étude analogue pour les ingénieurs de travaux ;
- Au titre de contributions à l'extérieur du CGGREF, dans le seul corps des compétences de la section :
 - La participation aux travaux du RIME sur les métiers dans la fonction publique de l'Etat,
 - La participation au groupe des six grands corps techniques sur l'acquisition et l'entretien des compétences techniques dans la haute fonction publique de l'Etat ;
- Au chapitre de la diversification de la carrière des ingénieurs et en particulier de l'essaimage vers les collectivités territoriales :
 - L'élaboration de principes de gestion des corps d'ingénieurs encourageant et valorisant les expériences acquises au cours de la carrière sur des postes en collectivités territoriales,
 - L'organisation et la conduite d'une conférence destinée aux IGREF en début de carrière sur les postes en collectivités territoriales,
 - La conduite avec l'OMM d'une étude sur les emplois susceptibles d'être occupés par les agents du MAP dans les collectivités locales,
 - La recherche de postes et l'organisation d'affectations de jeunes IGREF sortant de l'école dans les collectivités territoriales et même dans le secteur privé ;
- Enfin dans la cadre de la mise en place de l'instance rassemblant le CGGREF, le CGV et le service de l'IGA, la DOS a animé les réflexions préalables à la création de la future « mission d'orientation et de valorisation des compétences » (mission dite mc2).

Dans le domaine de la modernisation de la gestion publique, deux actions méritent d'être soulignées :

- La constitution d'un groupe de travail avec le CGPC sur les conditions de l'expérimentation du rapprochement DDAF–DDE qui sera faite dans 6 départements ;
- Le bilan sur les conditions de mise en place des pôles régionaux « Economie agricole et monde rural ».

Enfin, de nombreux ingénieurs généraux ont participé aux **missions d'inspection d'ensemble des services déconcentrés**, missions qui sont coordonnées au sein de la section.

La première section a travaillé en 2005 sous 3 présidents successifs : Denys Vigouroux, devenu ingénieur général honoraire en avril, Gérard Tendron, qui a assuré l'intérim jusqu'en juin et Daniel Perrin, qui a rejoint le CGGREF au cours de ce même mois.

DEUXIEME SECTION :

AGRICULTURES, PECHEES ET ENTREPRISES

L'activité de la 2^e section en 2005 a porté sur :

I - Europe et international

La 2^e section a poursuivi, en 2005 l'examen des visions qu'ont de la PAC nos principaux partenaires de l'Union européenne.

Cette série avait débuté par la présentation de la vision anglaise par Melle Joanna ELLIS lors de la séance du 8 septembre 2004. En 2005 ont été présentées :

- ❖ la vision allemande par Melle Tanja MINDERMANN, le 11 février 2005 ;
- ❖ la vision espagnole par Philippe MERILLON, le 6 juillet 2005.

S'agissant de la PAC, la 2^e section s'est associée à la mission tripartite (Parlement, Administration, Profession) qui s'est rendue au printemps dernier dans 6 pays de l'Union européenne pour s'informer des conditions dans lesquelles la réforme de 2003 y était mise en œuvre. Les 2 membres de la section qui ont participé chacun à 2 déplacements, Emmanuel de-LONGEAUX et Pierre PORTET, ont rendu compte de cette mission lors de la réunion de la section du 11 mai 2005 et ont rédigé une courte note, transmise au cabinet et à la DPEI, dans laquelle ils ont signalé les difficultés rencontrées dans la mise en place des DPU (droits à paiement unique) par les Etats membres ayant appliqué la réforme dès 2005. Ils ont donc recommandé de prévoir un délai suffisant pour réussir l'opération en France.

Dans le prolongement de la mission tripartite, il a été proposé au ministre de l'agriculture et de la pêche de confier au CGGREF une mission visant à approfondir l'analyse des conditions de mise en œuvre de la réforme de la PAC de 2003 dans les autres Etats membres, à en évaluer les premiers effets et à en dégager les principaux enseignements pour la France. Cette proposition ayant été acceptée, une première phase de la mission confiée au CGGREF portant sur l'application de la conditionnalité dans les autres Etats membres en 2005 a été réalisée au cours du 4^e trimestre et a fait l'objet d'un rapport d'étape remis au ministre de l'agriculture et de la pêche.

La 2^e section a également auditionné :

- ❑ le 11 février 2005, Olivier DENAIS pour la présentation du dispositif français d'application de la réforme de la PAC de 2003 ;
- ❑ le 8 juin 2005, Jean-Marc BOURNIGAL, délégué pour les questions agricoles à la représentation permanente de la France auprès de l'Union européenne, sur l'actualité et les perspectives agricoles au sein de l'UE ;
- ❑ le 15 novembre 2005, le nouveau directeur général de l'agriculture de la Commission européenne, Jean-Luc DEMARTY pour un échange sur les perspectives de la PAC.

Comme l'année précédente, la 2^e section a rencontré, à l'occasion du salon de l'agriculture, les attachés agricoles en poste dans les pays de l'Union européenne pour **faire le point de la mise en place de la PAC dans les nouveaux Etats membres**. Cette rencontre s'inscrivait dans le prolongement des travaux du groupe de prospective du CGGREF sur les PECO.

La 2^e section a enfin consacré 3 réunions en 2005 aux **questions agricoles internationales** :

- ❑ le 8 avril, en auditionnant Jean-Jacques HERVE, Philippe COHEN du groupe Bonduelle et Michel DURAND, sur les économies agricoles et alimentaires de la Russie et de l'Ukraine ;
- ❑ le 5 octobre 2005, en auditionnant Stéphane LE MOING sur l'agriculture et l'OMC ;
- ❑ le 7 décembre 2005, en examinant les relations entre les agricultures de l'UE, de ses régions périphériques (DOM) et des pays en développement, en particulier les pays ACP, à l'occasion de la réforme de l'OCM du sucre. Cette réunion, qui a été organisée par Jean-Baptiste DANIEL, a comporté les interventions de Jean-Louis BARJOL (le point de vue des industriels européens sur cette réforme), d'Elisabeth LACOSTE (le sucre et les pays en développement) et Jean-Yves DUPRE (l'évolution de la filière sucrière à la Réunion).

II - Les questions sectorielles (filrière vitivinicole, pêche et IAA)

Compte tenu de l'importance de la filière vitivinicole dans l'économie agricole et alimentaire française d'une part, et de la persistance de la crise « structurelle » de ce secteur d'autre part, la 2^e section lui a consacré la plus grande partie de sa réunion du 11 mai 2005, avec les interventions de Jean-Luc DAIRIEN et Cécile BIGOT (la séance a été préparée par Michel BERGASSOLI). A l'issue de cette réunion, la 2^e section avait demandé que les membres du CGGREF qui s'intéressent aux questions relatives à la vigne et au vin soient associés aux travaux à conduire dans ce secteur au cours des mois suivants, notamment dans la perspective de la réforme de l'organisation commune du marché du vin.

Comme les années précédentes, une réunion de la 2^e section a été réservée à la pêche maritime et aux cultures marines. Cette réunion a eu lieu le 9 novembre et a été marquée par les interventions de Damien CAZE, nouveau directeur des pêches maritimes et de l'agriculture, et de Marie-France CAZALERE, directrice de l'OFIMER.

Quant aux IAA, elles ont fait l'objet de la réunion du 9 mars 2005 avec :

- ❑ la présentation du PNDIAA (partenariat national pour le développement de l'industrie agroalimentaire), par Edith VIDAL et Estelle RONDREUX ;
- ❑ le témoignage d'un responsable d'IAA, Frédéric LEJARD, directeur « stratégie, marketing, R et D » de Diana Ingredients.

III - Prospective et avis

La 2^e section a examiné le rapport du CGGREF sur l'irrigation durable, présente par Josy MAZODIER lors de la réunion du 6 juillet et a émis un avis au cours de sa réunion du 7 septembre 2005. Cet avis a été ensuite regroupé avec celui de la 5^e section pour constituer l'avis du CGGREF.

La réunion du 7 septembre, qui était organisée conjointement par la 2^e section et le groupe E2D, a été principalement consacrée à la présentation du rapport de prospective sur l'agriculture et l'environnement (4 scénarios à l'horizon 2025) par Sébastien TREYER, avec la participation de Philippe LACOMBE qui a présidé ce groupe de prospective dit « groupe de la Bussière ».

Dans le cadre des travaux de la 2^e section, un projet d'étude prospective « pêche et aquaculture 2020 » a été proposé par Philippe FERLIN en fin d'année 2005.

TROISIEME SECTION :

FORMATION, EMPLOI, RECHERCHE DEVELOPPEMENT

La troisième section contribue traditionnellement fortement aux tâches de présidence de jurys (100 présidences de jurys assurées par une vingtaine d'ingénieurs généraux de la 3^{ème} section).

Par ailleurs elle vient en appui :

1. des autres sections :

- 1^{ère} section : réflexion sur la formation des IGRF
- 4^{ème} section : formations forestières

2. des directeurs d'administration centrale :

- quatre ingénieurs généraux près du Directeur général de l'Enseignement et de la Recherche (contractualisation des projets d'établissements d'enseignement supérieur, stratégie ministérielle de réforme et projet stratégique, expertise, contrôle en cours de formation, contrôle de gestion),

3. des directeurs d'établissements publics :

- deux ingénieurs généraux près du directeur de l'INA P.G et président de Paris-Tech, pour les fonctions de directeur adjoint, l'exécution de son programme de modernisation de ses exploitations et une mission de coopération internationale,
- deux ingénieurs généraux près du directeur de l'ENESAD pour la direction du CNERTA et pour la formation des personnels de direction.

Au titre des activités marquantes de l'année 2005 on retiendra :

1. sur les questions de l'emploi

- Aboutissement de l'expertise concernant les personnels ITEPSA,
- Poursuite des contrôles des actions financées sur des crédits européens FSE pour le compte du Ministère de l'Emploi,
- Etude du plan de cohésion sociale et des questions liées à l'apprentissage, suite à la crise des banlieues,
- « Evaluation – contrôle » des organismes menant des actions de promotion collective agricole.

2. sur les questions de la recherche

- Etude du projet de loi d'orientation,
- Missions pour le CIRAD, le CEMAGREF,
- Recherche d'intervenants à l'Assemblée Générale (trois directeurs généraux de l'INRA, du CIRAD et du CNRS),
- Expertise du projet d'orientation de l'INRA.

3. sur les questions du développement

- Etude pour le cabinet du Ministre et la DGER des nouvelles procédures de financement du développement,
- Analyse du rôle nouveau à jouer par l'agronomie et du rôle des établissements dans le développement et l'animation rurale,
- Expertise des financements des instituts techniques de l'agroalimentaire,
- Exercice dans des conditions particulièrement difficiles, du fait d'un contexte de relations dégradées entre l'Etat et certains représentants professionnels sur les questions du financement, de la mission de commissaires du gouvernement auprès des organismes nationaux de développement agricole,
- Expertise sur les postes FONJEP et participation au groupe permanent COPERCI dédié aux subventions aux associations (ex ante, ex post).

4 dans le domaine de l'enseignement technique

- Réflexion et Propositions pour des actions inter corps réalisées dans le cadre du Groupe des écoles des ministères techniques (GEMT). Un séminaire a été organisé et les groupes de travail ont été suivis.
- Analyse concernant l'ENGREF et la formation des IGREF,
- Missions sur la sécurité dans les établissements, les études vétérinaires, le pôle de compétence nancéen, l'INH, les formations du « paysage », l'arboretum des Barres.
- Participation de sept ingénieurs généraux au montage des pôles de compétences en Sciences et Technologies du Vivant.

5. dans le domaine de l'enseignement supérieur

Les activités du CGGREF se font dans le cadre de la convention annuelle CGGREF-DGER. Le travail le plus marquant est la mise au point d'un dispositif d'orientation et de suivi des personnels de direction d'EPL, opérationnel le 1.1.2006.

On notera par ailleurs :

- le travail relatif au placement des titulaires de licences professionnelles,
- pour l'OMM un appui à l'étude concernant les ingénieurs en établissement,
- le travail de groupe redéfinissant les missions des IGREF en EPL,
- le suivi des ingénieurs sur postes à projet,
- l'ensemble du travail concernant les personnels de direction d'EPL (recrutement, formation, référentiel d'emploi),
- l'appui apporté par le CGGREF à la décentralisation de l'enseignement agricole, réalisé par deux ingénieurs généraux en quasi mission permanente en région
- etc..

Enfin dans le secteur de la coopération internationale il convient de souligner une activité soutenue de 3 ingénieurs généraux, en liaison et pour le compte du ministère des affaires étrangères sur les questions de formation et enseignement agricole en Roumanie, Moldavie, Hongrie ainsi qu'au Maroc et au Kosovo.

QUATRIEME SECTION :

NATURE, FORET ET BOIS

Le champ d'activité de la 4^{ème} section porte sur **la protection et la gestion des espaces naturels, la faune et la flore sauvages, la politique et les institutions forestières, la gestion et la protection des forêts, la conservation des sols, les risques naturels, le bois et les autres produits forestiers.**

L'année 2005 a été marquée par le fort engagement de la section sur les questions de **risques naturels** avec notamment :

L'élaboration du guide méthodologique d'inspection conjointe DDE et DDAF dans le domaine des risques naturels :

L'inspection des services déconcentrés dans le domaine de la mise en œuvre de la prévention des risques naturels dans les départements de l'Hérault et des Hautes Alpes

Sinon au titre de son domaine traditionnel de compétences on notera comme particularités de l'activité 2005 les réalisations suivantes :

I –FORÊT ET BOIS

Le contrôle de la mise en œuvre des recommandations des rapports sur l'application de la politique forestière a été réalisé en 2005 dans les régions suivantes : Centre, Lorraine, Alsace, Guyane, Aquitaine, Limousin.

Le CGGREF a par ailleurs **conduit la réflexion demandée par DGFAR pour déterminer les indicateurs** qui méritent d'être suivis pour évaluer annuellement l'impact des aménagements forestiers sur les évolutions de la forêt, et que soient redéfinies les modalités d'approbation des aménagements de forêt domaniale en étudiant différents scénarios (approbation globale par période par la DGFAR, déconcentration de l'approbation confiée aux Préfets de régions ou au directeur général de l'ONF...).

La première partie de la mission d' **évaluation de la mise en œuvre du plan tempête** sur l'état d'avancement de la reconstitution des forêts après les tempêtes de 1999 a été réalisée en 2005.

Enfin un certain nombre de **rapports et de travaux ont été menés sur les questions** :

Evaluation des risques naturels sur les terrains domaniaux du bassin minier des Cévennes :

Analyse des projets d'interprofession dans le domaine de la forêt et du bois

Inspection périodique de l'Office national des forêts : (Mission conjointe CGGREF/IGE, demandée par les Directeurs de Cabinet du MAAPR et du MEDD) :

Appui dans la procédure d'élaboration des documents de gestion des forêts et l'examen de leur cohérence (La mission initiée en 2004 par une participation à l'élaboration de circulaires ministérielles a été dédoublée en 2005 (missions 1.10 et 1.11) et la mission d'appui pour l'élaboration des documents de gestion et l'examen de leur cohérence a été engagée : Elle s'est traduite principalement par l'analyse des SRGS élaborés en 2005)

Evaluation de la mise en œuvre des documents de gestion

Participation à l'élaboration du programme forestier national et émission d'un avis « Une gestion soutenue pour une nature ménagée » Participation à l'élaboration du Livre blanc concernant la gestion durable des forêts tropicales

Elaboration du schéma stratégique de massif forestier pour le Massif Central

Evaluation des obstacles de nature fiscale et réglementaire au développement du bois-énergie

Evaluation des aides financières et fiscales à la forêt

Audit du fonctionnement de l'arboretum des Barres

Évaluation actuelle et prospective de l'utilisation du bois-énergie en France métropolitaine

Mise en œuvre du Plan « bois-construction-environnement »

Définition des missions et des métiers de la filière « forêt, bois, milieu naturel » pour l'OMM

Etude des conséquences pour la gestion forestière de l'accroissement des populations de cervidés

Evaluation des obstacles de nature fiscale et réglementaire au développement du bois-construction

Mission relative à la cession des pépinières domaniales

Evaluation des actions forestières conduites par les Chambres d'agriculture

Perspectives de valorisation de la biomasse à des fins énergétiques dans les DOM et de développement d'une filière biocarburants

II –NATURE ET PAYSAGES

On retiendra plus particulièrement pour caractériser l'année 2005 :

2.1 - Inspection des services départementaux chargés d'une mission de police de l'environnement

Elle est coordonnée pour le CGGREF par un des membres de la 4^{ème} section, et les inspections des services déconcentrés ont porté sur les départements suivants : **Ardèche, Guyane, Gers, Haut-Rhin, Aude, Hte Marne.**

2.2 – Inspection périodique des DIREN

Elle est coordonnée pour le CGGREF et, pour **2005**, le programme d'inspection a porté sur les DIREN des régions suivantes : **Aquitaine, Centre, Hte-Normandie, Poitou-Charentes, Réunion.**

Pour ce qui est du «suivi» les actions ont porté sur les DIREN de **Corse, Guyane, Ile-de-France, Lorraine, Picardie.**

2.3 - Evaluation de l'Observatoire photographique du paysage et examen des partenariats pour le développement de ce programme

2.4 - Appui à la DNP pour la maîtrise d'ouvrage du système d'information sur la nature et les paysages (SIPN)

2.5 - Réflexion sur la cohérence du réseau des espaces naturels protégés et les conditions de son financement

2.6 - Inspection du parc national du Mercantour.

CINQUIEME SECTION :

EAU ET MILIEUX AQUATIQUES

L'activité de la 5^{ème} section en 2005 s'est inscrite à la fois dans la continuité, dans la mise en application du projet stratégique du CGGREF, dans le cadre de l'évolution de la politique de l'eau aussi bien au niveau européen que national, et tout particulièrement cette année, dans l'accompagnement du projet de loi « Eau ».

I. Les activités "classiques" de la section

La diversité des thèmes abordés illustre l'étendue du champ couvert par la section. On peut notamment citer:

- Les enjeux de la politique de l'eau et l'avancement de la réforme de la politique de l'eau par Pascal Bertaud, Directeur de l'Eau, ou ses collaborateurs.
- Les désordres climatiques et l'impact à moyen et long terme sur l'eau, la prospective.
- Le rôle de l'état dans l'alimentation des populations en eau potable, vu par le directeur de l'eau et par les DDAF.
- Les digues et la sécurité publique : digues de protection et constructibilité.
- Les compétences des ingénieurs en hydraulique dans les écoulements à surface libre, besoins et disponibilités.
- La gestion du risque inondation, après l'exemple des bassins Oise et Aisne.
- Bilan annuel du suivi « sécheresse ».
- L'état d'avancement de préparation des décrets et arrêté devant suivre la loi eau.
- Point sur la loi eau et la préfiguration de l'ONEMA, successeur du CSP.

- Présentation et discussion du rapport sur l'irrigation durable.
- L'irrigation et la nouvelle PAC ; les travaux du CEMAGREF sur ce sujet.
- La définition du bon état des eaux, chimique et écologique (DCE),

A la diversité des sujets s'ajoute celle des intervenants, en notant que nombre de contributions en la matière est venue du MEDD (direction de l'eau) en la personne du Directeur de l'eau, de ses adjoints ou de l'ingénieur général conseiller, et de ses établissements publics. Ceci illustre les liens privilégiés qu'entretient la section avec ce ministère. La mise à disposition du CGGREF auprès du MEDD trouve ici une expression singulière.

II. Le projet stratégique du CGGREF

La section s'est attaché à mettre en œuvre les dispositions du projet, notamment avec la création du groupe restreint. Enfin, les activités dans la section font depuis l'année 2005 l'objet d'un *tableau de bord* de suivi, avec indications des missionnaires et des échéances.

III. Les contributions spécifiques

La politique de l'eau en 2005 a été dominée par deux sujets essentiels: la mise en œuvre de la directive-cadre européenne et la préparation de la future loi sur l'eau. Il en sera d'ailleurs de même en 2006, vu l'ampleur de ces deux sujets..

Dans tous ces domaines l'action de la 5^{ème} section s'est traduite par des travaux spécifiques, souvent à la demande des cabinets des ministres (MAP et MEDD), et en dehors des missions "ordinaires". Des groupes de travail ad hoc ont alors été constitués et ont produit des contributions particulières. Ici aussi, les thèmes traités ont été très divers.

- Le projet de loi sur l'eau et les milieux aquatiques, et la préparation des décrets et arrêtés devant suivre la loi eau, ont fait l'objet d'une demande d'appui du MEDD à la section « eau ». La section y a consacré plusieurs réunions pour organiser et suivre l'avancement de ces travaux qui ont représentés une charge supplémentaire notable en 2005. À cet effet, elle a constitué 6 groupes de travail thématiques se répartissant les divers textes à préparer :
- milieux aquatiques et pêche,
- agriculture (en cosaisine des deux cabinets),
- collectivités locales,
- boues de station d'épuration avec mise à disposition à la DE,
- planification, et
- risques.
- Ainsi 24 ingénieurs généraux du GREF.se sont impliqués dans ces six groupes pilotés chacun par un animateur organisant les réunions de travail à sa guise. Le rapporteur général a remis le 15 décembre une importante note d'étape (de 52 pages) sur les « *décrets d'application de la future loi sur l'eau* »

IV. Les Agences de bassins

Une particularité à noter: l'appartenance à la section des 6 ingénieurs généraux de bassins qui représentent le MAP dans les conseils d'administration des agences de l'eau. Cela permet d'organiser mensuellement des réunions de coordinations des ingénieurs généraux de bassin, regroupés sous l'animation d'un collègue, en présence du président de la section « eau » et généralement d'un représentant de la DGFAR, permettant ainsi de préparer les positions à adopter lors des conseils en cohérence avec les directions centrales.

Notons enfin que d'autres ingénieurs généraux du GREF, également membres de la section, sont présidents de conseils d'administration ou directeurs de nos Agences ce qui implique fortement la section.

SIXIEME SECTION :

EQUIPEMENTS ET INGENIERIE

Pour la 6^{ème} section, l'année 2005 a été marquée notamment par :

- la réflexion sur la réorganisation des services déconcentrés de l'Etat pouvant aller dans certains départements, jusqu'à la fusion de la DDAF et de la DDE,
- la réorganisation des administrations centrales avec la création d'un secrétariat général au MAP et au MEDD, la redéfinition du dispositif d'appui technique du CEMAGREF, la

disparition du FNDAE qui entraîne la fin des interventions financières du MAP en matière d'alimentation en eau potable et d'assainissement des populations,

- l'ouverture d'une phase d'analyse du dispositif d'inspection des services déconcentrés du MAP pratiqué depuis 1999 et la réalisation de quelques tests sur un nouveau dispositif,
- des missions d'expertise et proposition en France et à l'étranger (certaines de ces dernières étant directement liées aux destructions dues au raz de marée survenu en fin d'année 2004 dans l'Océan Indien.).

Questions exposées et débattues lors des réunions mensuelles de la section :

- équipement en abattoirs du Sillon Alpin,
- évolutions législatives récentes en ce qui concerne les associations syndicales de propriétaires, la maîtrise d'ouvrage publique et la protection des captages,
- présentation des activités du CEMAGREF en matière d'hydraulique et d'équipement des agglomérations et évocation du réseau scientifique et technique de l'Equipement (plusieurs responsables du CGPC ont participé à la réunion),
- évolution récente de l'activité des DDAF en matière d'ingénierie publique et orientations données par les administrations centrales, (réunions d'avril et de novembre)
- la collecte, la valorisation et le traitement des déchets,
- le rôle de l'administration d'Etat en matière d'alimentation en eau potable des populations,
- l'organisation et l'activité de la Mission d'appui technique du CGGREF,
- les évolutions récentes en matière d'intercommunalité,
- le ralentissement dynamique des crues sur le bassin Aisne-Oise,
- les indicateurs de performance en ce qui concerne les services publics d'eau et d'assainissement,
- le durcissement des réseaux face aux risques naturels,
- l'alimentation en eau potable à Cayenne, à Saint Laurent du Maroni et dans les autres communes de la Guyane.
- l'assainissement pluvial des agglomérations.

Inspection de l'activité des DDAF au titre de l'ingénierie publique.

Le lien établi entre les inspections spécialisées relatives à l'ingénierie publique et les inspections d'ensemble des DDAF a conduit à ne réaliser en 2005 que l'inspection des DDAF de la région Limousin et celle de la Loire-Atlantique

Missions d'expertise et de proposition

Il s'agit généralement de missions demandées par une direction d'administration centrale ou conjointement par plusieurs d'entre elles. Elles sont réalisées par le CGGREF seul ou en association avec des structures homologues :

- achèvement d'une mission entamée en 2004 avec le CGPC et l'IGE sur les indicateurs de performance des services publics d'eau et d'assainissement, pour la direction de l'eau,
- analyse de l'évolution du coût des travaux d'assainissement, avec le CGPC et l'IGE, pour la direction de l'eau,
- inventaire et réflexions sur les cas de prestations d'ingénierie publique associant une DDAF et une DDE, avec le CGPC, pour la DGUHC et le SG du MAP
- préparation du contenu du décret d'application de la future loi sur l'eau en ce qui concerne le fonds de garantie pour l'épandage agricole des boues d'épuration, pour la direction de l'eau,
- réseau d'assainissement et station d'épuration d'Alexandrie en Egypte pour la direction générale du trésor et de la politique économique
- dans le prolongement de l'expertise précédente, mission d'appui à la structure maître d'ouvrage de l'assainissement d'Alexandrie-Ouest,
- alimentation en eau potable de la région de Trincomalee au Sri Lanka, pour la direction générale du trésor et de la politique économique,
- alimentation en eau potable de Banda Aceh en Indonésie, pour la délégation interministérielle post-tsunami et pour la direction générale du trésor et de la politique économique
- alimentation en eau potable de la Guyane (région de Cayenne, St Laurent du Maroni, communes rurales).

Contribution à la Mission d'appui technique

La mission d'appui technique fait l'objet d'un rapport d'activité spécifique. On mentionnera cependant ici l'activité de plusieurs ingénieurs généraux membres de la 6^{ème} section pour l'animation de « réseaux de compétence » auxquels participent de nombreux ingénieurs en DDAF dans les domaines suivants :

- hydraulique,
- alimentation en eau potable,
- assainissement des agglomérations,
- gestion des services publics et délégations de service,
- collecte et traitement des déchets ménagers.

Par ailleurs un nouveau réseau de compétence se met en place en matière d'ingénierie écologique.

SEPTIEME SECTION :

AMENAGEMENT ET DEVELOPPEMENT DURABLE DES TERRITOIRES

Les réunions de section

Au cours de l'année 2005, les réunions de section ont été l'occasion d'approfondir notre réflexion sur les principaux enjeux actuels d'un monde rural en pleine évolution.

En matière d'organisation des territoires ruraux, MM. Collignon d'ETD et Le Jan, IGGREF, ont présenté un état des lieux de la politique des pays, M. Gastembide et Mme Moreau de la DATAR ont fait le point des programmes « LEADER » et M. Roux, IGGREF, à l'occasion d'une réunion commune avec la 4^{ème} section, a présenté les résultats de la mission qu'il a conduite sur les parcs naturels régionaux. Ces exposés ont bien montré la diversité de ces formes d'organisation et leur relative complexité.

Sur un plan thématique, nos réunions ont été l'occasion de faire le point sur des aspects important comme :

- Les services publics en milieu rural, par M.Savatier, IGGREF, chargé de mission auprès du directeur général de La Poste ;
- L'urbanisme et l'agriculture périurbaine par MM Guillaumat, directeur de l'Agence d'urbanisme de l'agglomération lyonnaise et Heimann, directeur de la SAFER de la région Rhône Alpes.
- Les enjeux des transports en milieu rural par M. Bourget, IGPC, auteur d'un rapport pour la DATAR sur ce sujet ;
- La place de la vie associative en milieu rural, par M. Savy, délégué à l'emploi et à la formation professionnelle au Ministère de la jeunesse, des sports et à la vie associative.

Enfin, deux réunions de section ont été l'occasion de débattre de missions en cours comme celles sur les chambres d'agriculture, la réforme de la taxe sur le foncier non bâti et l'évaluation des contrats de pays, mission évoquée ci-dessous.

Les principales missions suivies par la section

L'évaluation des contrats de pays

A la demande de la DIACT, trois membres de la 7^{ème} section ont entrepris l'évaluation de la démarche contractuelle de pays. Cet exercice a reposé en 2005 sur l'analyse de la totalité des 283 contrats signés par l'Etat avec des pays, l'exploitation des réponses à un questionnaire adressé aux SGAR et aux conseils régionaux, des visites sur le terrain pour un échantillon de 15 pays dans 5 régions, des entretiens avec des responsables nationaux. Les principales conclusions ont été présentées au comité de pilotage le 10/01/06, et le rapport sera rendu à la mi- février.

Les constats effectués ont permis de déceler un certain nombre de points faibles, par rapport aux ambitions du législateur, notamment quant à l'articulation urbain / rural, l'ancrage dans le développement durable, l'évaluation, et l'affirmation d'une logique de projet. Mais de réels points forts ont été mis en évidence, au-delà du succès quantitatif, notamment le dialogue entre les acteurs, la coordination entre les partenaires et la dynamique développée au sein des pays. Comme le souhaitent la plupart des acteurs concernés, et parce qu'il y a lui-même intérêt, dans un souci d'efficacité de la dépense publique, l'Etat doit donc poursuivre la démarche contractuelle de pays, en veillant toutefois à l'améliorer : de nombreuses préconisations sont formulées en ce sens.

La décentralisation des concessions des sociétés d'aménagement régional

L'article 36 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004, relative aux libertés et responsabilités locales a prévu que « les biens de l'Etat dont l'exploitation est concédée aux sociétés d'aménagement régional (SAR) soit transférés dans le patrimoine des régions sur les territoires desquelles elles sont situées » si celles-ci en font la demande. Une mission conjointe entre l'IGF et le CGGREF a donc été conduite pour expertiser les questions que ces transferts éventuels peuvent poser, sans attendre les décisions que ces collectivités seront amenées à prendre.

La réforme de l'Etat et le développement des territoires

Les missions et l'organisation des services de l'Etat ont fait l'objet de trois missions qui sont été suivies par la 7^{ème} section en liaison avec la première section :

- Le rapprochement expérimental entre des DDE et des DDAF qui a fait l'objet d'un travail préliminaire avec le CGPC. Le choix des huit départements concernés ayant été fait au début de l'année 2006, cette mission devra être poursuivie dans un nouveau cadre.
- Une réflexion sur la réorientation des attributions des sous-préfets d'arrondissement dans un cadre interministériel. Cette mission devra rendre ses conclusions au cours du premier semestre de l'année 2006.
- Une évaluation des pôles « Economie agricole et monde rural » qu'animent les DRAF.

Missions particulières

Enfin, à la demande du ministre, des membres de la 7^{ème} section ont conduit deux missions particulières :

- L'évaluation de la gestion des « postes FONJEP » par les services du ministère.
- La situation de la SAFER de La Guadeloupe dans le contexte de la réforme foncière conduite depuis de nombreuses années dans cette région.

HUITIEME SECTION :

"QUALITE ET SECURITE DES PRODUITS AGRICOLES ET ALIMENTAIRES"

En 2005, les activités de la section ont été menées comme l'année précédente dans le cadre défini par le projet du CGGREF : développement du travail collectif au sein de groupes de travail, réunions de section combinant la réflexion interne et des interventions externes, présentation d'expériences ou de résultats de travaux par des membres de la section, réactivation du groupe restreint, essai d'organisation de relecture des rapports de mission.

Le groupe restreint s'est ainsi réuni 3 fois (avril, septembre et décembre) pour faire le bilan des activités antérieures et proposer de nouvelles pistes de travail ou des réorientations.

Les travaux du groupe "principe de précaution" conduits en 2004 ont abouti à la rédaction d'une note qui a fait l'objet d'une publication dans le premier numéro spécial de CGGREF-Infos au premier trimestre 2005.

Le travail du groupe "risques industriels et agriculture" a poursuivi et achevé la première phase de soutien méthodologique à la DGAI pour la définition et la mise en place des mesures post-accidentelles faisant suite à un incident ou accident nucléaire. Le groupe (une vingtaine de participants) a travaillé de manière transverse avec des membres du CGV et des membres du CGGREF issus de plusieurs sections. Il a élaboré un rapport final comprenant un ensemble de 10 groupes de mesures parmi lesquelles l'élaboration de fiches réflexe, la mise en place à froid d'un système d'indemnisation automatique, la remise à plat des niveaux maximaux admissibles, la création d'un réseau de référents pour capitaliser l'expérience acquise au cours des exercices, des préconisations concernant l'eau.

Suite à ce rapport, la DGAI a souhaité la poursuite de cette collaboration en demandant au CGGREF d'une part d'animer le groupe de travail « Vie dans les territoires ruraux contaminés, agriculture et eau » mis en place par le Comité directeur pour la gestion de la phase post-accidentelle d'un accident nucléaire constitué par l'Autorité de sûreté nucléaire et d'autre part de participer au comité de pilotage des instituts techniques agricoles et de l'IRSN qui procèdent à la rédaction d'un guide et de fiches réflexes d'action destinées aux services centraux et déconcentrés.

Le CGGREF poursuit en parallèle sa contribution au programme européen EURANOS.

Il participe également à la demande de la DGSNR et de la MARN à plusieurs exercices de simulation d'événement nucléaire.

Le groupe phytosanitaire a poursuivi l'élaboration d'un module spécifique d'inspection des SRPV (services régionaux de la protection des végétaux) et une proposition de module a été transmise à la commission des inspections du COPERCI, fin du premier semestre 2005.

Des membres participent aux réflexions sur la mise en place au sein de l'Afssa de l'évaluation des produits phytopharmaceutiques, des adjuvants, des matières fertilisantes et des supports de culture..

Un sous-groupe a été chargé de réfléchir en temps limité sur l'évolution possible du Laboratoire national de la protection des végétaux (LNPV). Il a remis une contribution proposant plusieurs pistes d'évolution : statu-quo (rejeté), scénario à minima (développement en réseau avec regroupement sur quelques centres, missions d'élaboration de méthodes et réalisation des analyses standard), solution « prospective » (regroupement en un seul centre pour l'élaboration des méthodes et création parallèle de laboratoires agréés).

Un groupe "spécialistes IAA et PV" (industries agroalimentaires et protection des végétaux) a étudié les besoins prévisibles en spécialistes et a transmis au groupe d'identification des spécialistes une note de synthèse.

Le groupe « OGM », créé en 2004 suite aux arrachages répétés d'essais en plein champs sans véritable réaction de l'administration, s'est donné pour objectifs d'exercer une veille scientifique, réglementaire, technique, économique et sociologique dans le but de définir à terme une position du CGGREF et d'être prêt à répondre à toute sollicitation sur le sujet. Les membres du groupe ont assisté à un certain nombre d'auditions publiques d'experts devant la mission de l'Assemblée Nationale et ils peuvent maintenant consulter un dossier créé au sein du serveur du CGGREF. Un rapport sera prochainement présenté en section pour discuter de son contenu définitif et son devenir.

L'expérience de relecture de rapports s'est poursuivie en 2005. Basée sur le volontariat, elle n'a sans doute pas fait l'objet d'une attention suffisante pour être amplifiée, notamment dans la période relativement perturbée de définition et de mise en place de la nouvelle instance regroupant les trois corps d'inspection du MAP.

Les travaux pratiques à l'école de cuisine « Grégoire Ferrandi » de la chambre de commerce et d'industrie de Paris ont été appréciés de l'ensemble des participants.

Les réunions mensuelles statutaires ont été animées soit avec des membres de la section, soit avec des intervenants externes d'origines diverses : direction des politiques économique et internationales, enseigne « Carrefour », Agence-Bio, Programme national nutrition santé, Institut national des appellations d'origine, groupe « Leclerc », Centre d'information des viandes.

Les membres de la section participent par ailleurs à différentes missions d'inspection, d'audit, d'évaluation, d'appui et d'expertise commandées dans le cadre des activités du CGGREF et du COPERCI et aux réflexions et travaux menés dans de nombreuses instances : Groupe interministériel à la normalisation (GIN), AFNOR, Codex alimentarius, Conseil national de l'alimentation (CNA), Commission nationale des labels et certifications (CNLC), exercice de simulation d'événement nucléaire, concours au travail conduit par Mr POIRIER désigné par le Gouvernement afin de mettre en place un Conseil de la Modération (devenu Conseil de Modération et de Prévention dans la loi d'Orientation Agricole de Janvier 2006),...

Suite à deux années d'expérience, le fonctionnement de la section mériterait d'être amélioré au niveau du travail collectif, par exemple en organisant une force de réflexion auprès de collègues (volontaires) chargés de missions d'expertise ou de conseils (en cours de mise en place en 2006).

MISSION D'APPUI TECHNIQUE AUX SERVICES DECONCENTRES

La Mission d'appui technique, mise en place en 1995 et placée sous l'autorité du Vice-Président du Conseil général du G.R.E.F. compte tenu de sa vocation générale, intervient dans le domaine des équipements et services publics ruraux .

Les responsabilités respectives et les relations entre la SDMS (secrétariat général) et la MAT Conseil Général du GREF ont été précisées en décembre 2005. Ainsi la MAT se coordonnera avec la SDMS pour faciliter les missions d'appui technique auprès des services centraux et des services déconcentrés et notamment sur les domaines nouveaux d'intervention.

Une extension de l'activité de la MAT dans les domaines, du génie écologique et de l'ingénierie territoriale est en cours de réflexion.

Le rôle de la Mission d'appui technique, est précisé dans l'arrêté du 24 avril 2002 relatif aux compétences et au fonctionnement du CGGREF :

- répondre aux demandes d'appui d'ordre technique et réglementaire des services : renseignements immédiats, expertises de dossiers complexes ;
- élaborer, tenir à jour et diffuser par tous médias, notamment électroniques, des informations rapides, des notes et des guides permanents ;
- identifier et faire connaître les compétences existant dans les services déconcentrés et à l'extérieur de ceux-ci (personnes ressources), et le cas échéant les mobiliser ;
- promouvoir et animer le travail en réseau ;
- assurer la veille technique et réglementaire.

La MAT contribue à l'animation de réseaux interrégionaux ainsi qu' à l'organisation de journées techniques et thématiques.

L'activité de la MAT en 2005 :

- gestion du site Intranet,
- accueil et analyse d'environ 8.000 messages électroniques,
- réponse à plus de 800 questions,
- mise en ligne de 770 textes officiels,
- suivi et la gestion de 991 normes en ligne,
- examen de 6 dossiers complexes,
- mise à jour de 12 documents de référence,
- élaboration d'un dossier de référence sur le développement des territoires ruraux[721 fiches mises en ligne sur le site Intranet],
- gestion automatisée d'un fonds documentaire composé de 2.087 références.

Par ailleurs, des **réseaux de compétences** animés chacun par un ingénieur général du GREF ont été créés :

gestion des services publics d'eau et d'assainissement – déchets - eau et milieux aquatiques – assainissement-environnement

COLLEGE DES TECHNOLOGIES ET SYSTEMES D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION

Le COLLEGE a été créé par décision du Comité Permanent du CGGREF du 6 septembre 2005.

Dans un monde où les technologies de l'information et de la communication sont de plus en plus présentes y compris dans des domaines où elles n'étaient pas attendues, la mission du CTSIC est d'imaginer le futur, d'anticiper, d'informer, d'agir et faire agir dans le sens de l'intérêt de la Nation.

Le travail du Collège se veut ouvert aux différentes administrations, aux collectivités locales, à la société civile.

La création de ce collège permettra de donner de la cohérence et de la visibilité aux multiples actions auxquelles le CGGREF participait déjà activement comme Géorépertoire, la plate-forme de gestion des informations de l'exploitation agricole (GIEA), le lancement et l'animation du Réseau aménagement numérique des territoires (RANT), la participation au Conseil national de l'information géographique (CNIG), au groupe de liaison INSPIRE, au comité des réseaux d'initiative publique de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (ARCEP). Elle permettra également de prendre part à des actions pilotées par d'autres organismes.

Ainsi le CTSIC assiste-t-il aux réunions de son homologue (CTSI) du Conseil général des Ponts et Chaussées (CGPC).

Au cours de sa réunion d'installation qui a eu lieu le 19 septembre le collège s'est fixé un programme de travail qui s'articule autour de 6 thèmes :

- e-services dans les territoires
- e-formation
- traçabilité
- mobilité dans les territoires, notamment services au tourisme
- sirs
- déontologie.

En 2005 la première production du CTSIC a été un rapport conjoint avec le CGPC sur « La mise en place du Réseau d'Aménagement Numérique du Territoire (RANT) - rapport d'étape après la formation des départements pilotes ». Le CTSIC a fait une communication aux journées du Réseau Scientifique et Technique (JRST) du ministère de l'Équipement à Lyon le 5 novembre 2005.

COLLEGE EUROPE INTERNATIONAL

Dans le cadre des réunions organisées en 2005, le CEI a abordé les sujets suivants regroupés par thèmes :

Politiques des ministères

- La réforme du ministère des affaires étrangères et de la politique de coopération.
- La réforme de l'aide publique française au développement.
- L'action internationale du ministère de l'agriculture.
- L'action internationale du ministère de l'écologie.

Organismes impliqués à l'international

- L'association pour le développement des échanges internationaux de produits et de techniques agroalimentaires (ADEPTA).

Eau

- Les objectifs du millénaire pour l'eau. Conclusions de la 13^{ème} commission du développement durable.
- Le Partenariat Mondial de l'Eau (GWP) et son action pour la gestion intégrée des ressources en eau en relation avec les objectifs de développement du millénaire.

Regards vers l'extérieur

- L'agriculture américaine et ses évolutions.
- La place des organismes régionaux en Afrique subsaharienne. Exemple de la communauté économique des États d'Afrique de l'ouest.

Réunions à objectifs internes

- Les missions à l'étranger effectuées par les membres du Collège.
- L'organisation des travaux en 2006

COMMISSION DE L'ÉVALUATION DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DES PROGRAMMES

La Commission contribue à la coordination des actions du CGGREF en matière d'évaluation des politiques publiques et des programmes.

Elle assure une fonction d'appui, développe la culture de l'évaluation et contribue à promouvoir la participation des ingénieurs généraux aux évaluations concernant les domaines de compétence du Conseil général, dans les instances d'évaluation et comités de pilotage.

Elle assure une fonction de veille en ce qui concerne les dispositifs d'évaluation mis en place par les ministères et les établissements publics, notamment ceux qui sont chargés de l'agriculture, de l'environnement et de l'aménagement du territoire, et en ce qui concerne les besoins d'évaluation.

Elle propose toute initiative utile au développement du rôle du CGGREF et de ses membres dans l'évaluation des politiques publiques.

Depuis la fin de l'année 2004, elle associe systématiquement à ses travaux des représentants du Conseil général vétérinaire, de l'Inspection générale de l'agriculture et de l'Inspection de l'enseignement agricole.

I. L'organisation des travaux

Les réunions de la Commission, tous les deux mois en 2005, ont comporté à chaque fois un exposé et un débat sur un thème donné et un tour de table au cours duquel les participants sont invités à évoquer les travaux d'évaluation auxquels ils participent ou dont ils ont connaissance.

Entre les réunions plénières se tiennent une ou deux réunions en groupe restreint, constitué du président et des quatre rapporteurs. C'est dans ce cadre que l'on discute des thèmes à mettre à l'ordre du jour et de la manière de les aborder, des initiatives à prendre pour susciter le lancement de telle évaluation, proposer la participation d'IGGREF à telle instance d'évaluation ou tel comité de pilotage ou pour apporter un appui méthodologique aux IGGREF engagés dans des évaluations.

II. Les réunions de la commission au cours de l'année 2005

La Commission de l'évaluation des politiques publiques et des programmes s'est réunie 5 fois en 2005 :

- avec Dominique Bureau, directeur des études économiques et de l'évaluation environnementale au MEDD qui a traité des évaluations dans ce ministère et qui, étant lui-même directement compétent dans ce domaine, a évoqué diverses approches théoriques de l'évaluation,
- avec Alain Charon, IGSPV et Alain Dassonville, IGGREF, qui ont présenté l'évaluation qu'ils ont menée sur l'inspection sanitaire en abattoir, il a surtout été question de la relation entre évaluation du dispositif antérieur et gestion de l'évolution de ce dispositif,

- Jean-Jacques Renault, IGA, et Maurice Fenêtre, IGGREF, ont présenté l'évaluation du dispositif de promotion collective agricole en montrant notamment comment ils ont veillé à ce que la démarche se distingue d'une inspection de la mise en œuvre des crédits correspondants, sur un sujet qui peut vite devenir sensible,
- Louis-Julien Sourd, IGGREF, a montré la voie qui a été choisie à la création de l'ADAR pour donner le recul nécessaire au comité d'évaluation par rapport au conseil d'administration de cet établissement public. Il a décrit aussi les procédures retenues par le comité d'évaluation. Ce dispositif n'aura fonctionné que quelques mois puisque l'activité de l'ADAR cessera à la fin de l'année 2005,
- Marc Guérin, ICGREF, a présenté l'évaluation interministérielle des politiques de développement rural menée sous l'égide du Commissariat général du plan dans le cadre fixé par le Conseil national de l'évaluation mis en place en 1998. Le président de l'instance d'évaluation était Daniel Perrin, IGGREF. L'exposé de Marc Guérin et le débat qui a suivi ont permis d'évoquer de nombreuses questions de méthode (choix des membres de l'instance, place des bureaux d'étude extérieurs, recherche de consensus au sein de l'instance, formulation des préconisations, valorisation des travaux d'évaluation, ...).

III. Les travaux du groupe restreint

Le groupe restreint s'est réuni 7 fois au cours de l'année 2005.

Une de ses réunions a été consacrée à des échanges au sujet de l'évaluation de l'impact des aides à la première transformation du bois en Auvergne et dans le Limousin. L'objet de cette séance était d'apporter des avis aux IGGREF chargés de cette évaluation et aux membres du comité de pilotage (dont un IGGREF), tant sur leurs choix méthodologiques que sur les études engagées.

Les travaux du groupe restreint ont surtout porté sur l'organisation des séances plénières comme moyens de faire participer les membres de la commission à une réflexion sur la demande d'évaluation, les questions qui se posent et des solutions possibles.

IV. Les orientations, les résultats acquis

L'organisation de contacts fréquents avec les responsables de l'évaluation au MAP et au MEDD devrait les inciter à recourir plus systématiquement aux compétences existant dans le CGGREF. Cet objectif est déjà en partie atteint puisqu'un IGGREF, au moins, est partie prenante de chacun des comités de pilotages mis en place pour les évaluations du programme 2005 du MAP.

La participation de membres du Conseil général vétérinaire, de l'Inspection générale de l'agriculture et de l'Inspection de l'enseignement agricole aux travaux de la CE3P tend à étendre le bénéfice de cette notoriété à ces corps et, éventuellement, à faire une offre commune aux directions d'administration centrale. Un des enjeux est de donner ensemble au CGGREF, au CGV et à l'IGA, un rôle central dans les évaluations du MAP, notamment les nombreuses évaluations que nécessiteront les programmes communautaires d'une part, les programmes de la LOLF d'autre part.

GROUPE D'IDENTIFICATION ET DE SUIVI DES SPECIALISTES

Le groupe d'identification et de suivi des spécialistes travaille, par délégation de la Commission d'évaluation des ingénieurs spécialistes, à la tenue des répertoires des ingénieurs spécialistes dans les corps des IGRF et des IAE. Il a tenu 6 réunions de travail dans l'année 2005.

Il a rendu compte à cette Commission, lors de la séance du 1^o juin 2005, des travaux réalisés entre les mois de juin 2004 et mai 2005. Tout particulièrement il a remis un document de doctrine, validé par la 1^o section du CGGREF, qui fait le point sur les notions de spécialistes et de personnes-ressources, sur les liens entre spécialistes et docteurs, sur le parcours qualifiant et sur la mobilité professionnelle des ingénieurs spécialistes. L'essentiel de document a été ensuite diffusé par l'intermédiaire du journal électronique « PrésenceDOS », dans son numéro 13 de décembre 2005.

Le groupe a mis à jour les répertoires des IGRF et des IT (aujourd'hui IAE) spécialistes. Il a examiné au cours de l'année la situation de 74 collègues dont 9 pour la première fois. Les répertoires comptaient, à la fin de 2005, 27 ingénieurs des travaux (aujourd'hui IAE) et 116 IGRF.

Le groupe a commencé à examiner la répartition, parmi les collègues dont la compétence fait référence sur tel ou tel sujet, entre spécialistes et personnes-ressources. Les principes d'un classement des personnes-ressources ont été déterminés avec l'aide de la mission d'appui technique (MAT), cette dernière ayant recours depuis sa création à des personnes-ressources dans les domaines de son ressort (équipements ruraux et ingénierie publique au sens classique).

GROUPE RISQUES NATURELS

Le groupe « risques naturels » du CGGREF répond à trois objectifs :

- -développer les échanges entre les membres du Conseil Général du GREF
- -contribuer à la veille technique et réglementaire
- -donner des avis et faire des propositions aux instances compétentes.

Le caractère interministériel des risques naturels est fortement marqué, et une collaboration étroite s'est instaurée notamment avec le CGPC qui a créé un collège "Risques naturels et technologiques".

❖ Les réunions du groupe en 2005

Le groupe a tenu 6 réunions plénières, dont l'une a été consacrée à des interventions, notamment du CGV, et à des débats très riches sur d'autres types de risques, contribuant ainsi à rapprocher les sensibilités.

Les principaux thèmes traités au cours de ces réunions ont été les suivants :

- problématique des risques naturels et urbanisme
- le risque santé publique vétérinaire
- le risque sanitaire végétaux
- l'AFSSA
- la psychosociologie appliquée aux risques naturels
- le « durcissement des réseaux » dans le département du Gard suite aux inondations
- le rôle des collectivités locales dans la prévention et la gestion du risque inondation
- problématique et perspective d'avenir de la RTM à l'ONF

Un comité restreint a été mis en place. L'organisation de la documentation et de l'information dans le domaine des risques naturels sera l'un de ses premiers chantiers.

- Les inspections « Risques Naturels »

6 Inspections conjointes CGGREF - CGPC de DDAF et DDE ont été conduites pour le compte du MEDD en 2005 dans les départements suivants:

- Hautes-Alpes, Hérault, Landes, Meuse, Puy de Dôme, Vendée

La synthèse des inspections 2004 comportant notamment des recommandations aux administrations centrales a été publiée en décembre 2005.

❖ Les missions

Ont enfin été menées en 2005 plusieurs missions, le plus souvent conjointes avec le CGPC et l'IGE :

- achèvement de la mission sur "Les digues de protection contre les inondations - Organisation du contrôle - Constructibilité derrière les digues
- participation aux travaux de l'instance de conseil et d'appui technique pour la prévention des risques naturels (ICAT): avis sur 2 dossiers (Isère, Loiret).
- participation à l'élaboration d'un guide sur les "PPR Crues torrentielles
- organisation de la prévention des risques naturels dans les services déconcentrés

GROUPE ECOLOGIE ET DEVELOPPEMENT DURABLE

Réactivé à compter de novembre 2004, ce groupe de travail transversal est constitué de deux représentants désignés par chacune des sections, ainsi que d'adhérents directs, le tout constituant un réseau d'environ 20 participants.

Les objectifs du groupe sont les suivants :

- Auto appropriation du concept de développement durable
- Fonction de veille scientifique et auto saisines sur les sujets à enjeux de DD
- Réflexion stratégique en appui au HFDD et aux services du MAP
- Appui ou avis aux sections et aux missionnaires du CGGREF

En 2005, le groupe a mené une réflexion sur :

- Le concept de stratégie de DD
- Le suivi de l'élaboration de la LOA
- L'approfondissement du thème « Energie et effet de serre : contribution et adaptation de l'agriculture et de la forêt »

La commission s'est réunie 10 fois : le groupe a bénéficié de 15 contributions.

- Stratégies de DD : deux témoignages dont l'un concernait la SNDD de l'Etat, l'autre l'Entreprise DANONE et une information sur les propositions de méthode d'élaboration de la stratégie de DD du MAP (lettre de mission du Ministre à J . DEDIEU).
- Projet de LOA : une contribution collective a pu être faite au vice-Président parallèlement aux travaux régionaux
- Energie/effet de serre/biomasse : une synthèse des auditions sous forme de contribution du groupe est en cours de finalisation sous forme de Power-Point. Il sera diffusé à l'intérieur du CGGREF et aux services.

GROUPE RECHERCHE

Il est présidé par Yves LeBars, assisté de Philippe Ferlin

Le groupe Recherche a été installé en avril 2005. Il regroupe une vingtaine de membres du CGGREF, et une dizaine de membres invités d'autres instances (IGA, CG PC, CG Mines, Ministères, CEMAGREF, ENGREF, etc.)

Il met l'accent sur deux sujets :

- les relations entre recherche et politiques publiques (comment les améliorer ?),
- l'appui à la gestion des carrières des ingénieurs (formation à la mobilisation de la recherche, thèses en alternance?).

La question des structures a été délibérément laissée de côté à ce stade. Un agenda de travail a été établi, pour l'année 2005-2006. Un site Intranet a également été ouvert en mai 2005.

I – Relations entre Recherche et politiques publiques

Ce premier sujet aura pu être réellement travaillé, mais c'est le plus important, les autres dépendant de lui : comment la recherche peut ou doit-elle appuyer les politiques publiques? Au total trois réunions ont été organisées et des notes ont été produites sur recherche et politiques publiques, recherche et politique européenne de l'eau, recherche et Politique agricole commune. L'expertise collective menée par l'Inra et le Cemagref sur les pesticides a aussi été présentée et analysée, car c'est un cas exemplaire, qui permet de voir comment un excellent travail de recherche peut se traduire dans une politique publique.

Un atelier a été également organisé pour analyser trois types de relations entre recherche et administrations (MAP, MEDD et administrations chargées du développement en pays africains). Un compte rendu détaillé a été produit. Il reste à mieux tirer parti de cet atelier, et des incompréhensions qu'il a révélées et à définir les étapes pour la suite.

II – Formation des Cadres par la Recherche

Sur ce second sujet (les ingénieurs et la recherche), le groupe a commencé par analyser les activités déjà engagées au CGGREF : les orientations des écoles dans la recherche, le choix des FCPR, la commission des spécialistes. Diverses notes de synthèse sur ces aspects ont été produites.

L'année 2006 verra un approfondissement de la réflexion sur les futures orientations possibles en matière de formation à et par la recherche, notamment au sein de l'ENGREF. L'objectif recherché est de former les futurs ingénieurs chargés de contribuer à l'élaboration puis à la mise en œuvre des politiques publiques, aux métiers et aux démarches de la Recherche, de façon à mieux leur faire connaître ses possibilités.

GROUPE PROSPECTIVE

Le groupe Prospective réactivé en mars 2005 a une triple mission identifiée dans le Projet Stratégique 2004-2008, de formation et d'information des IGGREF à la Prospective, de favoriser la participation des IGGREF dans des travaux de groupes externes et d'identifier des travaux en interne. Le groupe a été présidé jusqu'en Novembre 2005 par Philippe Lelourd, puis par Philippe Ferlin.

I – Formation et information des IGGREF

Cinq réunions de travail ont été organisées en 2005. Ces réunions ont permis de présenter des travaux intéressants le CGGREF menés en interne ou en externe, et d'aborder des aspects méthodologiques à travers des présentations plus détaillées d'études :

- avril 2005 : la prospective à la DPEI, et l'évolution de la PAC et des marchés mondiaux
- mai 2005, les études prospectives au Commissariat Général au Plan, et l'étude sur les conflits d'usage ruraux et urbains
- juillet 2005 : un projet pour les IGGREF et l'approche prospective du métier d'IGREF de demain
- octobre 2005 : la prospective à l'INRA et l'étude AGRIMONDE, sur Alimentation et Agriculture du monde de demain
- décembre 2005, la prospective au MEDD, et les approches prospectives sur le littoral (MEDD et DRAST).

Le Groupe restreint qui se réunit entre chaque session plénière a pour tâche de définir les objectifs et les agendas des réunions suivantes. Un site web ouvert en avril 2005 permet de diffuser une information provenant des réunions ou d'autres sources (INRA, CEMAGREF, CGP).

II – Travaux prospectifs en externe

Plusieurs membres du groupe Prospective participent à des travaux externes ; on peut citer ainsi les participations aux prospectives littorales du MEDD, aux prospectives sur l'agriculture du CGP, à la prospective MER du CGP (projet Poséidon), et aux études prospectives de l'INRA (Agrimonde).

III – Travaux en interne

A l'occasion de l'élaboration du document « un projet pour les IGGREF », une approche prospective a été lancée sur le métier de l'IGREF de demain. Ces travaux ont été menés par plusieurs membres du groupe, renforcés par d'autres IGGREF, et quelques personnes ressources externes.

Une étude Prospective est en cours d'élaboration sur « Pêche-Aquaculture 2020 », en réponse aux interrogations des Ministères concernés (MAP, MED, Tourisme), et des professionnels. Cette étude apportera des éléments au Plan Stratégique National, piloté par la DPMA du MAP, pour la mise en place des mesures du Fonds Européen Pour la Pêche (2007-2013).

GROUPE COMMUNICATION

Le groupe communication comprend des membres du secrétariat général et du bureau administratif du CGGREF ainsi qu'un représentant par section. Il a tenu 10 réunions de travail dans l'année 2005.

Le groupe est responsable de la rédaction et de la publication de CGGREF infos, le journal électronique du CGGREF diffusé auprès d'environ 6000 abonnés depuis le 15 janvier 2005. 11 numéros mensuels sont parus ponctuellement (le 15 de chaque mois, sauf août) ainsi que 4 numéros spéciaux trimestriels consacrés respectivement au principe de précaution, aux activités internationales du CGGREF, aux départements, communautés et territoires d'outre-mer, et à la réflexion prospective sur le corps du GREF. Une enquête a permis de constater la satisfaction globale des lecteurs et de procéder à des réglages de détail.

Le groupe a également assuré en 2005 la confection et la mise en ligne du trombinoscope des IGGREF (accessible dans l'intranet et dans l'internet grand public du ministère), et une mise à jour complète des pages de l'intranet du Conseil général.

Il a procédé à la confection d'un projet de plaquette d'information sur le Conseil général, dont la réalisation a été suspendue dans l'attente de la mise en place de la nouvelle instance.

RAPPORTS

DU CONSEIL GENERAL

REMIS EN 2005



MISSIONS REALISEES AU TITRE DU C.G.G.R.E.F.

Rapports d'inspection, de contrôle ou d'évaluation

Objet du rapport	Nom(s) du ou des rapporteur(s)
Inspection spécialisée dans le domaine de l'ingénierie publique de la Direction départementale de l'agriculture et de la forêt de l'Yonne.	Joël MANDARON
Inspection spécialisée dans le domaine de l'ingénierie publique de la direction départementale de l'agriculture et de la forêt de l'Ardèche	Jean-Pierre VOGLER.
Inspection spécialisée dans le domaine de l'ingénierie publique de la direction départementale de l'agriculture et de la forêt des Alpes de Haute-Provence.	Jean-Claude MARSEILLE
Inspection spécialisée dans le domaine de l'ingénierie publique de la direction départementale de l'agriculture et de la forêt de la Loire-Atlantique.	Xavier PIN
Evaluation de la mise en œuvre de la politique forestière dans les services déconcentrés.	Jean CARLOTTI Jean-Paul MALLARD Gabriel TANDEAU de MARSAC
Evaluation de la mise en œuvre de la politique forestière dans les services déconcentrés de la région Limousin.	Jean-Louis ROQUE Emmanuel ROBERT de SAINT-VINCENT Rémi PINCHAUT

Evaluation de la mise en œuvre de la politique forestière dans les services déconcentrés de la Martinique présentée.	André CARRE
Évaluation de la mise en œuvre de la politique forestière dans les services déconcentrés du département de la GUYANE.	Alain ROUX
Evaluation des aides financières et fiscales à la forêt.	Jean-Paul MALLARD Dominique GAGEY
Evaluation des risques naturels sur les terrains domaniaux du bassin minier des Cévennes.	Jacques GRELU
Evaluation du projet de renforcement institutionnel des structures agricoles Roumaines et Moldaves.	Jean-Claude GIRAUD
Evaluation de la mise en œuvre de la politique forestière dans les services déconcentrés de la Région Centre.	Gabriel TANDEAU de MARSAC Antoine ZELLER
Evaluation de la mise en œuvre de la politique forestière dans les services déconcentrés de la région Poitou-Charentes.	Jean-Guy MONNOT Jean LAURIOL
Evaluation du programme de renforcement de l'alimentation en eau potable de Band Aceh (Indonésie) Station de traitement de Lambaro.	Albert FINET
Mise en œuvre du système de contractualisation dans l'enseignement agricole.	Robert MONDOT Alain BOLIO

Expertise et assistance technique à l'administration marocaine du génie rural, des eaux et des forêts pour la remise à jour et l'harmonisation de Cahiers des prescriptions commune (CPC) des études des aménagements hydrauliques du Maroc.	Jean BERNARD Jacques AVIRON-VIOLET
Expertise sur le projet de construction d'une usine de traitement des eaux usées à Cacak – Union des Etats de Serbie et du Monténégro.	Jean-Louis BESEME
Complément à la mission DREE de juillet 2001 : Construction et réhabilitation de stations d'épuration à Islamabad au Pakistan.	Jean-Luc REDAUD
Mission en Russie du 27 septembre au 3 octobre 2004 portant sur l'expertise de trois programmes de développement agricole.	Elisabeth PELEKHINE
Mission pour la B.I.R.D. (Banque Mondiale) sur le développement de la gestion intégrée des ressources en eau au KOSOVO	Daniel LOUDIERE
Prise en compte du patrimoine dans les dotations de fonctionnement - Contractualisation dans l'enseignement supérieur.	Jean LE PIOUFFLE
Contrôle annuel 2004 des opérations cofinancées par l'Instrument Financier d'Orientation de la Pêche dans le cadre du programme 2000-2006.	Jean-Marie BOURGAU Louis-Julien SOURD
Contractualisation dans l'enseignement supérieur sur la prise en compte de la mission d'appui aux systèmes de formation dans les dotations de fonctionnement ENESAD-ENFA.	Yvan GALLOIS Jean LE PIOUFFLE

Ecole nationale du génie rural, des eaux et des forêts – Quel avenir pour l'Arboretum des Barres ?	Jean-Louis OLERON Georges de MAUPEOU
Mise en place et coordination du fonctionnement du Pôle Interrégional bois de Tulle.	Denis-Xavier DESTREMAU
Analyse des projets de structures interprofessionnelles forêt-bois.	Bernard CHEVALIER Jean-François CHAUMONT
Mission relative à la cession des pépinières domaniales.	Jean-François CHAUMONT Jean BOURCET
Mission Irrigation durable.	Jean-Didier LEVY Josy MAZODIER Michel BERTIN Alain ROUX Bernard COMBES
Étude du renforcement du soutien public aux centres techniques agroalimentaires	Maurice FENETRE Jacques JOLY Philippe MANGE
Bilan des inspections DDAF en 2004 dans le domaine de l'ingénierie publique	Michel TAILLIER
Organisation du dispositif de formation de paysagiste DPLG.	Alain BOLIO Jean René CHABANEL Daniel LOUDIERE
Elaboration d'un programme d'assainissement d'Alexandrie Ouest	Michel GUINAUDEAU
Expertise du projet d'alimentation en eau potable de TRINCOMALEE au SRI-LANKA.	Michel GUINAUDEAU

Rapport de synthèse rédigé à l'issue des opérations du jury des concours réservés et examens professionnels du CAPESA et PLPA « biologie et écologie ».	Alain BOLIO
Développement de la filière pêche-aquaculture à SAINT-PIERRE ET MIQUELON.	Philippe FERLIN
Définition de la betterave marchande.	Jean-Louis BOURNAUD
Mission d'évaluation de l'opération « 250 stagiaires » de l'Enseignement Supérieur Agronomique et Vétérinaire du MAROC.	Jean-Claude GIRAUD
Processus administratif à mettre en place pour la réalisation par le CGGREF, de missions à l'international, commanditées par des tiers.	François BILLIARD
Missions réalisées par des IGGREF et financées par des tiers, notamment à l'international.	Marianne CANAL Daniel LOUDIERE Jean-Guy MONNOT
Compte-rendu global de six années de coopération internationale.	Maurice de VAULX
Avis sur la demande de subvention de l'école supérieure des ingénieurs et techniciens de l'agriculture (ESITPA) pour la construction d'une nouvelle école sur un site de l'agglomération rouennaise à Mont-Saint-Aignan.	Jean-Louis OLERON Jean-René CHABANEL
Cycle de conférences sur la politique agricole commune tenues en Slovaquie au 1 ^{er} semestre 2005	Bernard BOURGET

<p>Soutien méthodologique, à la Direction générale de l'alimentation, pour la définition et la mise en place des mesures post-accidentelles faisant suite à un incident ou un accident nucléaire. Document élaboré par la 8^{ème} section et le CGV.</p>	<p>Philippe CROS</p>
<p>Projet « NEFIS Network for a European Forest Information Service ». Réunion finale – Sipra (Italie).</p>	<p>Jean WOLSACK</p>
<p>Utilisation actuelle du bois comme source d'énergie et examen des possibilités de son développement – Groupe de travail de la IV^{ème} section</p>	<p>Georges-André MORIN Jean BOURCET Jacky CAMPENET Alfred ESTRADE Philippe LACROIX Philippe de NONANCOURT Alain REVEL Gérard TENDRON</p>
<p>Optimisation du dispositif de soutien à la filière biocarburants.</p>	<p>Jean-Yves DUPRE Dominique GAGEY</p>
<p>Etude du renforcement du soutien public aux centres techniques agroalimentaires.</p>	<p>Maurice FENETRE, Jacques JOLY Philippe MANGE</p>
<p>Approbation des aménagements des forêts domaniales.</p>	<p>Jean-Marie BOURGAU Jean-François CHAUMONT Jean-Paul MALLARD Antoine ZELLER</p>
<p>Evaluation de la mise en œuvre de la politique forestière dans les services déconcentrés de la région ALSACE.</p>	<p>Jean-Paul MALLARD Pierre DANGEL</p>

Durcissement des réseaux soumis à des événements majeurs – Analyse de la mission confiée à la DDE de l’Aude par le Ministère de l’équipement, des transports, du logement, du tourisme et de la mer.	Jacques GRELU
Rapport d’étape en vue de constituer un pôle de compétences Grand Ouest.	Philippe QUEVREMONT
Rapport sur le Programme forestier national – « Une gestion soutenue pour une nature ménagée ».	Bernard CHEVALIER Antoine ZELLER
Schéma stratégique de Massif forestier concernant le MASSIF CENTRAL.	Yves POSS
Assainissement d’ALEXANDRIE-Ouest : mise en place et suivi de la réalisation d’un programme international.	Michel GUINAUDEAU
Organisation des DRAF et des DDAF des chefs lieux de région pour la mise en œuvre de la politique forestière.	Jean-Marie BOURGAU Jean CARLOTTI Maurice DUBOL
Programme forestier national « Une gestion soutenue pour une nature ménagée ».	Yves POSS

MISSIONS REALISEES DANS LE CADRE DU COPERCI

Rapports d'inspection, de contrôle, d'audit ou d'évaluation

Objet du rapport	Nom(s) du ou des rapporteur(s)
Inspection d'ensemble des structures territoriales de la Direction départementale de l'agriculture et de la forêt et de la Direction départementale des services vétérinaires du département de l'YONNE.	<u>Jean-Claude MARSEILLE</u> <u>Pierre DANGEL</u> Jean de la VILLOSOYE Jacques FARBOS Jean-Jacques REVEILLON
Inspection d'ensemble des structures territoriales de la Direction départementale de l'agriculture et de la forêt et de la Direction départementale des services vétérinaires du département du LOT ET GARONNE.	<u>Alain DOUSSAU</u> <u>Emmanuel ROBERT de SAINT-VINCENT</u> <u>Jean LAURIOL</u> Roger BARRALIS Yves LEFORBAN Hubert CALAMY
Inspection d'ensemble des structures territoriales ILE DE FRANCE – PARIS 92, 93, 94 de la Direction régionale et Inter départementale de l'agriculture et de la forêt, de la Direction des services vétérinaires de Paris et des DDSV des Hauts-de-Seine, Seine Saint-Denis et Val de Marne.	<u>Alain BOLIO</u> <u>Emmanuel ROBERT de ST-VINCENT</u> <u>André SOUBEIRAN</u> <u>André SIMONIN</u> <u>Philippe BOMBARD</u> René ZAKINE Michel DESCHAMPS Michel BOUVIER Yves LEFORBAN
Inspection d'ensemble des structures territoriales de la Direction régionale de l'agriculture et de la forêt de PICARDIE.	<u>Georges de MAUPEOU</u> <u>Alain LE JAN</u> <u>Philippe BOMBARD</u> Annie ELIEZ François VERLIAC

<p>Inspection d'ensemble des structures territoriales de la Direction départementale de l'agriculture et de la forêt et de la Direction départementale des services vétérinaires des COTES D'ARMOR.</p>	<p><u>Elisabeth PELEKHINE</u> <u>Alain GILOT</u> <u>Philippe de GOUVELLO</u> Jean-Marie TRAVERS André VIGOUROUX Jean-Paul TEYSSEBRE</p>
<p>Inspection d'ensemble des structures territoriales de la Direction départementale de l'agriculture et de la forêt et de la Direction départementale des services vétérinaires des ALPES DE HAUTE PROVENCE.</p>	<p><u>Jean-Claude MARSEILLE</u> <u>Michel TAILLIER</u> <u>Georges BOURGEAIS</u> Roger BARRALIS Evelyne MAILLOT J Jean-Louis QUILLERET.</p>
<p>Inspection d'ensemble des structures territoriales de la Direction départementale de l'agriculture et de la forêt et de la Direction départementale des services vétérinaires des HAUTES ALPES.</p>	<p><u>Jean CARLOTTI</u> <u>Elisabeth PELEKHINE</u> <u>Georges BOURGEAIS</u> Michel DESCHAMPS Emile LEVRAT Jean-Louis QUILLERET</p>
<p>Inspection d'ensemble des structures territoriales de la Direction départementale de l'agriculture et de la forêt et de la Direction départementale des services vétérinaire de la COTE D'OR.</p>	<p><u>Alain ROUX</u> <u>Yves TREDE</u> <u>Pierre DANGEL</u> Jean-Pierre POUZOULET Jean-Jacques REVEILLON</p>
<p>Inspection d'ensemble des structures territoriales de la Direction départementale de l'agriculture et de la forêt et de la Direction départementale des services vétérinaires du VAR.</p>	<p><u>Jean-Pierre VELLAUD</u> <u>Marcel JAMBOU</u> <u>Georges BOURGEAIS</u> Lilian BERTAUDIÈRE Jean-Louis QUILLERET Hubert ESTRADÉ</p>
<p>Inspection d'ensemble des structures territoriales de la Direction départementale de l'agriculture et de la forêt et de la Direction départementale des services vétérinaires de la LOZERE.</p>	<p><u>Bernard COMBES</u> Hubert DEVAUX Georges BOURGEAIS Yves BERTIN François ROUSSEL Françoise VERLIAC</p>

<p>Inspection d'ensemble des structures territoriales de la Direction départementale de l'agriculture et de la forêt et de la Direction départementale des services vétérinaires de l'ARDECHE.</p>	<p><u>Alain GARCIA</u> <u>Jean-Pierre VOGLER</u> <u>Michel LAFOND</u> Dominique CUNY Jacques VARDON Annie BENNAROUS</p>
<p>Inspection d'ensemble des structures territoriales de la Direction du Service d'Etat, de l'Agriculture, de la Forêt et de l'Environnement (DAFE) de la NOUVELLE CALEDONIE.</p>	<p><u>Bernard LEVEQUE</u> <u>Georges VERIDIQUE</u></p>
<p>Inspection d'ensemble des structures territoriales de la Direction départementale de l'agriculture et de la forêt et de la Direction départementale des services vétérinaires dans le département de la NIEVRE.</p>	<p><u>Jean-Marie BOURGAU</u> <u>Yvan GALLOIS</u> <u>Pierre DANGEL</u> Yves BERTIN Jean-Jacques REVEILLON Hubert ESTRADE</p>
<p>Inspection de suivi de la direction régionale de l'environnement de la CORSE.</p>	<p><u>Jean BOURCET</u> Jean-Louis DURAND L. BLAISE</p>
<p>Instruction et contrôle des dépenses du FEOGA Garantie au titre des programmes opérationnelles fruits et légumes dans le département du GARD</p>	<p><u>Michel LESCOLE</u> <u>Joseph POHER</u></p>
<p>Instruction et contrôle des dépenses du FEOGA garantie au titre des programmes opérationnels fruits et légumes dans le département de la MANCHE</p>	<p><u>Jean-Claude FAUDRIN</u> <u>Yves TREDE</u></p>
<p>Instruction et contrôle des dépenses du FEOGA garantie au titre des programmes opérationnels fruits et légumes dans le département de l'AUBE.</p>	<p><u>André CARRE</u> <u>Yves TREDE</u></p>

Instruction et contrôle des dépenses du FEOGA garantie au titre du RDR dans le département de la GIRONDE.	<u>Jacques MORDANT</u> <u>Gérard CARRERE</u>
Instruction et contrôle des dépenses du FEOGA garantie au titre du RDR dans la région BRETAGNE	<u>Gérard DUSART</u> <u>Michel TAILLIER</u>
Instruction et contrôle des dépenses du FEOGA garantie au titre du RDR dans la région FRANCHE COMTÉ	Françoise <u>THEVENON</u> <u>André VILLALONGA</u>
Instruction et contrôle des dépenses du FEOGA garantie au titre du RDR dans la région PROVENCE ALPES CÔTE D'AZUR	Hervé <u>LE GALL</u> <u>Michel TAILLIER</u>
Instruction et contrôle des dépenses du FEOGA garantie au titre du RDR dans le département de la LOIRE ATLANTIQUE.	<u>Mariane CANAL</u> Guy <u>GEOFFROY</u>
Instruction et contrôle des dépenses du FEOGA garantie au titre du RDR dans le département de la MANCHE	<u>Mariane CANAL</u> <u>Gérard CARRERE</u>
Instruction et contrôle des dépenses du FEOGA garantie au titre du RDR dans le département du RHONE	<u>Gérard CARRERE</u> <u>Maurice FENETRE</u>
Instruction et contrôle des dépenses du FEOGA garantie au titre du programme d'options spécifiques à l'éloignement et à l'insularité des départements d'outre-mer (POSEDOM).	<u>André CARRE</u>
Instruction et contrôle des dépenses du FEOGA garantie au titre des programmes opérationnels fruits et légumes dans le département de la SARTHE.	<u>Jean-Claude FAUDRIN</u> <u>Yves TREDE</u>

Instruction et contrôle des dépenses du FEOGA garantie au titre des programmes opérationnels fruits et légumes dans la SAONE-ET-LOIRE	<u>Jean-Louis OLERON</u> <u>Alain BOLIO</u>
Instruction et contrôle des dépenses du FEOGA GARANTIE au titre des programmes opérationnels fruits et légumes en MEURTHE ET MOSELLE.	<u>Alain BOLIO</u> <u>Jean-Louis OLERON</u>
Instruction et contrôle des dépenses du FEOGA GARANTIE au titre des programmes opérationnels fruits et légumes dans le département des LANDES.	<u>Michel LESCOLE</u> François SIGNOLES
Audit dans le cadre du système d'information et de gestion des contrôles/identification pérenne généralisée dans le département de l'AIN	<u>Alain BOLIO</u> André MANFREDI Pierre HIVER
Audit dans le cadre du système d'information et de gestion des contrôles/identification pérenne généralisée dans le département de l'AVEYRON	Guy DEVAUGERME Pierre HIVER Jacques FARBOS <u>Emmanuel de LONGEAUX</u>
Audit dans le cadre du système d'information et de gestion des contrôles/identification pérenne généralisée dans le département du CANTAL	<u>Jean-Louis BOURNAUD</u> Dominique REPIQUET
Audit dans le cadre du système d'information et de gestion des contrôles/identification pérenne généralisée dans le département de la CORREZE	<u>Jean-Louis BOURNAUD</u> Patrick LE BAIL
Audit dans le cadre du système d'information et de gestion des contrôles/identification pérenne généralisée dans le département de la COTE D'OR	<u>Alain BOLIO</u> Dominique REPIQUET <u>Gérard CARRERE</u>

<p>Audit dans le cadre du système d'information et de gestion des contrôles/identification pérenne généralisée dans le département de l'ISERE</p>	<p><u>Jean-Louis BOURNAUD</u> Patrick LE BAIL</p>
<p>Audit dans le cadre du système d'information et de gestion des contrôles/identification pérenne généralisée dans le département des LANDES</p>	<p>Yves BERTIN Guy DEVAUGERME <u>Jean REPARET</u></p>
<p>Audit dans le cadre du système d'information et de gestion des contrôles/identification pérenne généralisée dans le département de la LOIRE ATLANTIQUE</p>	<p>André MANFREDI <u>Jean REPARET</u></p>
<p>Audit dans le cadre du système d'information et de gestion des contrôles/identification pérenne généralisée dans le département du LOT</p>	<p>Yves BERTIN <u>Emmanuel de LONGEAUX</u> Françoise FOURNIE</p>
<p>Audit dans le cadre du système d'information et de gestion des contrôles/identification pérenne généralisée dans le département des PYRENEES ATLANTIQUES</p>	<p>Guy DEVAUGERME Jacques FARBOS Françoise FOURNIE</p>
<p>Audit dans le cadre du système d'information et de gestion des contrôles/identification pérenne généralisée dans le département de la SAVOIE</p>	<p><u>Emmanuel de LONGEAUX</u> Patrick LE BAIL <u>Gérard CARRERE</u></p>
<p>Audit dans le cadre du système d'information et de gestion des contrôles/identification pérenne généralisée dans le département du TARN</p>	<p><u>Alain BOLIO</u> Patrick LE BAIL</p>
<p>Mise en oeuvre de l'identification du cheptel bovin et son contrôle dans le GERS.</p>	<p><u>Gérard CARRERE</u> <u>Jean REPARET</u> Yves BERTIN</p>

Mise en œuvre de l'identification du cheptel bovin et son contrôle dans le département des PYRENEES-ORIENTALES.	<u>Emmanuel de LONGEAUX</u> Guy DEVAUGERME Jacques FARBOS Pierre HIVERT
Mise en œuvre du système intégré de gestion et de contrôle sur le thème prévu au programme d'audits 2004 portant sur « la procédure des contrôles sur place des aides animales » dans le département des PYRENEES-ORIENTALES.	<u>Emmanuel de LONGEAUX</u> Guy DEVAUGERME Pierre HIVERT Jacques FARBOS
Compte-rendu d'une mission relative à l'optimisation des achats de l'Etat (opache).	<u>Antoine ZELLER</u> Dominique FABRE
Simplification des régimes d'autorisation préalable.	<u>Georges-André MORIN</u> Bernard MAZAN Françoise FOURNIE Jean-François CHARY
Projet de création d'une Agence sur la sécurité sanitaire des aliments au KOSOVO – mission effectuée à PRISTINA.	<u>Robert MESTRES</u> Yves LEFORBAN
Amélioration des contrôles dans les exploitations agricoles.	<u>Jacques MORDANT</u> Louis LAUGA Bernard VIAL Bernard MAZAN
Articulation entre expertises nationale et européenne en matière de sécurité alimentaire.	<u>Jean NESTOR</u> François DURAND Françoise VERLIAC Nicolas GRIVEL
Les emplois gagés sur ressources propres des établissements d'enseignement agricole (technique et supérieur).	<u>Michel CHEVRIER</u> Pierre HIVERT

<p>La place de Mayotte au sein de l'Union européenne : conditions et stratégie en vue de l'accès au statut de Région Ultra Périphérique (RUP).</p>	<p><u>Pierre PORTET</u> Claude CHEREAU</p>
<p>Organisation et coût des formations dispensées à l'ENGREF et à l'ENSV.</p>	<p><u>Jean-Claude GIRAUD</u> Bernard GUEGUEN Jean de LA VILLOSOYE</p>
<p>Soutiens publics aux agriculteurs pluriactifs des zones défavorisées.</p>	<p><u>Jean-Claude MARSEILLE</u> <u>Marianne CANAL</u> Annie BENAROUS</p>
<p>Inventaire des crédits dédiés aux études et les nouvelles modalités d'évaluation.</p>	<p><u>Michel BERTIN</u> Patrick LE BAIL Jean-Claude MICHEL</p>
<p>Analyse des fonctions de secrétariat et de contrôle de la prévention dans les services de l'ITEPSA.</p>	<p><u>Hervé GOUTALIER</u> <u>Yvonne RIVIERE</u> Mireille RIOU CANALS Françoise THEVENON LE MORVAN</p>
<p>Rapport d'étape sur la situation des chambres d'agriculture.</p>	<p><u>Marianne CANAL</u> <u>Marcel JAMBOU</u> Jean-Louis PORRY <u>Pierre PORTET</u> Guy DEVAUGERME</p>
<p>Evaluation de la promotion collective agricole.</p>	<p><u>Maurice FENETRE</u> Michel DESCHAMPS Jean-Jacques RENAULT</p>
<p>Procédure de suivi des recommandations des rapports d'inspection, instituée par l'instruction ministérielle du 15 octobre 2003 relatif aux modalités de comptabilisation des concours publics à l'agriculture..</p>	<p><u>Jean-Pierre ROUBAUD</u> Olivier BETH</p>

<p>Note de suivi sur les propositions pour une restructuration de la ferme expérimentale de l'INA-PG.</p>	<p><u>Alain GARCIA</u> Christian DUBREUIL</p>
<p>Évolution de la Brigade nationale d'enquêtes vétérinaires et phytosanitaires.</p>	<p><u>Jean NESTOR</u> Lilian BERTAUDIÈRE Jean-François CHARY</p>
<p>Les conditions de commercialisation des produits de la pêche et les structures socio-économiques de la filière des pêches maritimes de la GUYANE.</p>	<p><u>Albert FINET</u> André MANFREDI Alain BERGER</p>
<p>Suppression de la taxe foncière sur les propriétés non bâties (TFPNB) pour les exploitants agricoles.</p>	<p><u>Michel BERTIN</u> André BARBAROUX Véronique HESPEL Pierre LE MOINE Emmanuel MACRON</p>
<p>Le coût des maladies réglementées.</p>	<p><u>Alain DASSONVILLE</u> Jacques VARDON Hervé LE GALL</p>
<p>Rapport sur « foie gras et patrimoine culinaire français, foie gras et bien-être animal »</p>	<p><u>Philippe de NONANCOURT</u> François ROUSSEL Gisèle ROSSAT-MIGNOD</p>
<p>Note d'étape sur l'opportunité de création d'une cinquième école vétérinaire de NANCY et sur l'opportunité de création d'un 7^{ème} pôle de compétences en sciences et technologies du vivant en LORRAINE.</p>	<p><u>Jean-Claude GIRAUD</u> François DURAND</p>
<p>Inspection de la Direction départementale des services vétérinaires du PUY DE DOME.</p>	<p><u>Marcel JAMBOU</u> Françoise FOURNIE Gérard COUSTEL</p>

Avenir du Concours Général Agricole-Animaux.).	Emmanuel de LONGEAUX Jean-Pierre POUZOLET Dominique REPIQUET
Les perspectives d'évolution et réforme du service public de l'équarrissage en France.	<u>Jean-Claude JACQUOT</u> Jacques BRULHET Jacques VARDON
Contrôle annuel 2005 des opérations cofinancées par l'Instrument Financier d'Orientation de la Pêche dans le cadre du programme 2000-2006.	<u>Jean-Marie BOURGAU</u> <u>Louis-Julien SOURD</u>
Inspection de la DIREN et de la DDSV Seine-Normandie.	<u>Jean CARLOTTI</u> <u>Jean-Pierre BIGRE</u> <u>Jean-Guy MONNOT</u> <u>Maurice CESTAC</u> <u>Philippe de GOUVELLO</u> Edgar LEBLANC Michel BOUVIER Jean-Paul TEYSSÉDRE

**MISSIONS REALISEES DANS LE DOMAINE DE
L'ÉCOLOGIE ET DU DEVELOPPEMENT
DURABLE EN COLLABORATION
AVEC LE CGPC, L'IGE OU LE CGM**

RAPPORTS, D'INSPECTION, DE CONTROLE, D'AUDIT OU D'EVALUATION

Objet du rapport	Nom(s) du ou des rapporteur(s)
Inspection générale des services départementaux de police de l'environnement d'ILLE-ET-VILAINE.	<u>Philippe de NONANCOURT</u> <u>Christian d'ORNELLAS</u> <u>Jean-Louis VERREL</u> Marie-Odile GUTH Jean-Marc GUILLON de PRINCE
Inspection générale des services départementaux de police de l'environnement du LOT-ET-GARONNE.	<u>Eugène ROBIDOU</u> <u>Christian d'ORNELLAS</u> Marie-Odile GUTH Michel BOUVIER Gérard COUZY
Inspection générale des services départementaux de police de l'environnement des YVELINES.	<u>Jean-Marie BOURGAU</u> <u>Christian d'ORNELLAS</u> <u>Jean-Louis VERREL</u> Isabelle MONTEILS Marie-Odile GUTH François NAU
Inspection générale des services départementaux de police de l'environnement de la GUADELOUPE.	<u>Alain ROUX</u> <u>Jean-Louis VERREL</u> Marie-Odile GUTH Pierre DUBOIS

Inspection périodique de la Direction régionale de l'environnement MIDI-PYRENEES.	<u>Claude LAURAIN</u> <u>Jean-Pierre VOGLER</u> Philippe HUGODOT
Inspection périodique conjointe de la Direction régionale de l'environnement de la GUADELOUPE.	<u>Jean BERNARD</u> <u>Pierre BALLAND</u> Christian JAMET Pierre DUBOIS Alain BRUNETEAU Alexandre PIGREE
Inspection périodique de la direction régionale de l'environnement RHONE-ALPES.	<u>Josy MAZODIER</u> Jean-Loïc NICOLAZO Michèle GALLOT André POLLET
Inspection périodique de la Direction régionale de l'environnement BASSE-NORMANDIE.	<u>Jean-Marie BOURGAU</u> Pierre-Yves DONJON de SAINT MARTIN Alain BRUNETEAU Jean-Louis VERREL
Inspection périodique de la Direction régionale de l'environnement AUVERGNE.	<u>Jean-Guy MONNOT</u> André POLLET Gyslaine BLANC-THEVENON Jean-Pierre BOURGOIN Laurent DESCOT Xavier MARTIN
Inspection périodique du parc national des Ecrins.	<u>Jean BOURCET</u> <u>Alain GILOT</u> Dominique LEGRAIN Isabelle MONTEILS Georges RIBIERE
Inspection périodique de la Direction régionale de l'environnement AQUITAINE.	<u>Alain ROUX</u> Jean-Luc LAURENT Bernard DUBOURDIEU Gérard COUZY Bernard DAUVERGNE Jacques NADEAU

Inspection périodique de la Direction régionale de l'environnement LIMOUSIN.	<u>Jean BOURCET</u> Michèle GALLOT Emile HARO Béatrice ROQUIN
Inspection de suivi de la Direction régionale de l'environnement BRETAGNE.	Jean-Yves HAMON Richard DAVOLI Jean-Marc GUILLON DE PRINCE Jean DURAND Paul MAGUET Jean STOREZ
Inspection de suivi de la Direction régionale de l'environnement de GUYANE.	<u>Alain ROUX</u> Pierre BALLAND Christian JAMET Alain BRUNETEAU Pierre DUBOIS
Inspection de suivi de la Direction régionale de l'environnement BOURGOGNE.	<u>Daniel LOUDIERE</u> Jean-René BRUNETIERE Catherine ANDARELLI François LENOEL Gabriel MOULIN Denis PAYEN
Les compétences hydrauliques : expertise de la situation actuelle et préconisations pour l'avenir.	<u>Roland LAZERGES</u> <u>Jean-Luc REDAUD</u> <u>Philippe HUET</u> Marc MARTIN Jean-Pierre MAGNAN Pierre MONADIER
Les indicateurs de performance appliqués aux services publics de l'eau et de l'assainissement.	<u>Jean DUMONT</u> Thierry LAVOUX Jean-Louis PRIME Yves COUSQUER

Sécurité des digues du Delta du Rhône sur la politique de constructibilité derrière les digues	<u>Claude LAURAIN</u> <u>Yvon NASSIET</u> <u>Emmanuel ROBERT de SAINT-VINCENT</u> , <u>Xavier MARTIN</u> Pierre MONADIER Michel THIBAUT Benoît PORTIER
Evaluation du contrat quadriennal de l'IFREMER 2001-2004.	<u>Alain CIPRA</u> Jacques BRUHLET Gérard DUSART
Synthèse des inspections des services déconcentrés réalisées en 2003 dans le domaine de la mise en œuvre de la politique de prévention des risques naturels.	<u>Xavier PIN</u> Christo DIMITROV Patrice FOIN
Bilan du plan de gestion des étiages de l'Adour et du plan de crise interdépartemental.	<u>Jean-Yves OLLIVIER</u> <u>Alain ROUX</u> François NAU Denis PAYEN
Mise en place d'une plate-forme d'ingénierie territoriale en Haute-Marne.	<u>Philippe de NONANCOURT</u> <u>Michel TAILLIER</u> Gérard de SENNEVILLE Jean-Pierre VIGNAL
Méthodologie des retours d'expériences après les accidents naturels.	<u>Philippe HUET</u>
Les indicateurs de performance appliqués aux services publics de l'eau et de l'assainissement.	<u>Jean DUMONT</u> Yves COUSQUER François HANUS Thierry LAVOUX Jean-Louis PRIME
Alimentation en eau potable dans le département de la GUYANE.	<u>Alain ROUX</u> François HANUS Pierre BALLAND

<p>Inspection de suivi de la Direction régionale de l'environnement des PAYS DE LA LOIRE.</p>	<p><u>Jean-François CHAUMONT</u> J.Y. HAMON R. DAVOLI J. DURAND P. KELIFA D. LOOTEN J.P. MAGUET J.M DE PRINCE J. STOREZ .</p>
<p>Inspection générale des services départementaux de police de l'environnement de l'ISERE.</p>	<p><u>Hervé GOUTALIER</u> Marie-Odile GUTH <u>Christian d'ORNELLAS</u> Henri HORNUS Paul PIERRON</p>
<p>Inspection générale des services départementaux de police de l'environnement de la SARTHE.</p>	<p><u>Gabriel TANDEAU de MARSAC</u> <u>Christian d'ORNELLAS</u> Michel BOUVIER Pierre MONADIER Marie-Odile GUTH</p>
<p>Inspection générale des services départementaux de police de l'environnement du NORD.</p>	<p><u>Philippe de NONANCOURT</u> <u>Christian d'ORNELLAS</u> Henri HORNUS François NAU Marie-Odile GUTH</p>
<p>Inspection de la DDE et de la DDAF de la SEINE-SAINT-DENIS dans le domaine de la prévention des risques naturels.</p>	<p><u>Roland LAZERGES</u> Daniel BURETTE Jean-Yves CHAUVIERE</p>
<p>Inspection de la DDE et de la DDAF de l'ARIEGE dans le domaine de la prévention des risques naturels .</p>	<p><u>Jean-François CHAUMONT</u> Christov DIMITROV Pierre MONADIER</p>
<p>Inspection de la DDE et de la DDAF de l'AVEYRON – Domaine : prévention des risques naturels –</p>	<p><u>Claude LAURAIN</u> <u>Daniel LOUDIERE</u> Henri HORNUS</p>

<p>Rapport sur les digues de protection contre les inondations – organisation du contrôle – constructibilité derrière les ouvrages.</p>	<p><u>Xavier PIN</u> <u>Pierre ROUSSEL</u> <u>Michel BADRE</u> Christo DIMITRO Pierre MONADIER Xavier MARTIN Jean-Loïc NICOLAZO</p>
<p>Rapport sur les ruines de la Sechilienne – Conséquences hydrauliques de la formation d’une retenue et parades possibles.</p>	<p><u>Gérard DEGOUTTE</u> <u>Philippe HUET</u> <u>Michel BADRE</u> Denis CŒUR Pierre HABIB</p>
<p>Rapport sur le projet de renforcement de la population d’ours bruns dans les PYRENEES.</p>	<p><u>Alain ESCAFRE</u> Eric BINET</p>
<p>Guide méthodologie d’inspection conjointe des DDE et des DDAF dans le domaine de la prévention des risques naturels.</p>	<p><u>Xavier PIN</u> Christo DIMITROV</p>
<p>Evaluation et de réflexion sur la politique des parcs naturels régionaux.</p>	<p><u>Georges de MAUPEOU</u> <u>Alain ROUX</u> Michel BOUVIER <u>Alain RIQUOIS</u> Michèle GALLOT Michèle PRATS</p>
<p>Rapport sur la formation des agriculteurs en relation avec la conditionnalité des aides PAC.</p>	<p><u>Emmanuel de LONGEAUX</u> <u>Claude GAUMAND</u> <u>Michel MOUREL</u></p>
<p>Rapport d’étape sur le dispositif de soutien à la filière biocarburants et sa mise en œuvre en 2005.</p>	<p><u>Jean-Yves DUPRE</u> <u>Dominique GAGEY</u> Henri PREVOT François BARATIN Véronique HESPEL</p>

<p>Rapport d'étape sur la réorganisation des services départementaux de l'Etat – Mission pour le rapprochement DDAF/DDE.</p>	<p><u>Daniel PERRIN</u> <u>Jacques MORDANT</u> <u>François CLOUD</u> <u>Joël MANDARON</u> Bertrand MEARY Pierre CHANTEREAU Brigitte MAZIERE Gérard BAUDOIN</p>
<p>Inspection générale des services départementaux de police de l'environnement de l'Ardèche</p>	<p><u>Jean-Marie BOURGAU</u> <u>Christian d'ORNELLAS</u> Henri HORNUS Michèle GALLOT</p>
<p>Inspection de suivi de la Direction régionale de l'environnement de la Corse.</p>	<p><u>Jean BOURCET</u> Louis BLAISE Jean-Louis DURAND</p>
<p>Inspection des services déconcentrés de l'Etat dans le département du Rhône (DDE, DDAF, SNRS) – Domaine : prévention des risques naturels</p>	<p><u>Joseph POHER</u> Michel GALLOT</p>
<p>Inspection de la DDE et de la DDAF de l'Ardèche. Domaine de la prévention des risques naturels.</p>	<p><u>Jacques GRELU</u> <u>Jean-Paul MALLARD</u> Paul PIERRON</p>
<p>Inspection de l'Office National des Forêts.</p>	<p><u>Gérard TENDRON</u> <u>Jean-Guy MONNOT</u> <u>Emmanuel ROBERT de ST-VINCENT</u> Jacques ROUSSOT Thierry LAVOUX Dominique LEGRAIN</p>

RAPPORTS INTERMINISTERIELS

Objet du rapport	Nom(s) du ou des rapporteur(s)
Renforcement et structuration des polices de l'environnement.	<u>Jean-Marie BOURGAU</u> <u>Jean-Louis VERREL</u> Sylviane TETART Marie-Odile GUTH Marie-Louise SIMONIN Frank PERRIEZ Anne BERRIAT Vincent DELBOS
Rapport d'étape sur la réorganisation du Pôle de recherche et d'enseignement supérieur agronomique de MONTPELLIER.	<u>Guy BRINGUIER</u> Etienne LANDAIS
Mission d'Appui à la Stratégie Nationale de formation Agricole et Rurale au SENEGAL. Bilan 2004	<u>Michel BROCHET</u> Isabelle TOUZARD Véronique BOUSSOU Dominique BAUDET
Mission d'enquête sur l'évaluation des actions menées en rapport avec la présence de chlordécone et autres pesticides organochlorés dans les sols de GUADELOUPE et de MARTINIQUE.	<u>Claude GAUMAND</u> <u>Alain GRAVAUD</u> Xavier de VERDELON Michel VERNERY
Inspection de suivi de la Direction Régionale de l'Environnement des PAYS DE LA LOIRE.	<u>Jean-Marie CHAUMONT</u> R. DAVOLI J.M. De PRINCE Jean-Louis DURAND
Document concernant les travaux de l'atelier « recherche et politiques publiques », conduits dans le cadre du groupe « Recherche »	<u>Yves Le BARS</u>

Audit conjoint sur les mesures
agroenvironnementales surfaciques.

Emmanuel de LONGEAUX
Pierre **HIVERT**
Patrick **CAZENAVE LOUSTALET**